

FACE AUX MANŒUVRES DE DIVISION

L'UNITÉ NATIONALE, UNE LIGNE ROUGE

Page 2

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 8367 LUNDI 15 DÉCEMBRE 2025
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

PRÉVENTION DES INONDATIONS

L'Algérie opte pour l'anticipation

Page 5

APPROUVÉE LORS DU CONSEIL DES MINISTRES

REVALORISATION DES RETRAITES DE 5 À 10 %



Annoncée à plusieurs reprises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la revalorisation des pensions de retraite a été actée hier lors de la tenue du Conseil des ministres. Elle prévoit une augmentation de 10 % pour les retraités percevant une pension égale ou inférieure à 20 000 DA, et de 5 % pour ceux dont les pensions dépassent ce seuil. PAGE 3



Tebboune signe la loi de finances 2026

LIGNE FERROVIAIRE TINDOUF - BÉNI ABBÈS - BÉCHAR

Les autorités mettent les bouchées doubles

Page 4

FESTIVAL INTERNATIONAL DU COUSCOUS

Timimoun met le grain au cœur de l'histoire

Page 9

ACCOMPAGNEMENT DES RETRAITÉS À DOMICILE

Un service public aux valeurs humaines

Page 24

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

MARCHE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET DES ÉLUS À BÉJAÏA

L'Algérie reste indivisible

LES ÉLUS de la wilaya de Béjaïa ont pris part, avant-hier, en force à la marche organisée par la société civile et à la conférence de l'association « Espoir pour le développement de la wilaya », autour du thème : « Algérie unie et indivisible ».
Arborant le drapeau national, les élus de l'APW et des APC, les maires ainsi que le président de l'APW ont marché côte à côte avec les autorités de wilaya, à leur tête le wali. Intervenant dans le cadre de la commémoration du 65e anniversaire des événements du 11 décembre 1960, cette action a vu la participation de responsables locaux, des autorités sécuritaires, du mouvement associatif, notamment l'association Saldae pour la promotion de la culture et du tourisme, l'Organisation nationale de la jeunesse pour le développement (ONJPA), les scouts et de nombreux animateurs associatifs.
Scandant des slogans en faveur de l'unité et de la cohésion nationale tels que « Djazair Wahida Mouawahad : Algérie unie et indivisible », la foule a parcouru le boulevard de la Liberté et le centre-ville pour « réaffirmer » son « attachement indéfectible » à l'unité du peuple et à son territoire, dénonçant les tentatives de division orchestrées par des cercles malveillants depuis des capitales étrangères.
La marche a été précédée par une rencontre à la bibliothèque principale de lecture publique Tahar Amirouchene d'Aâmriw, en présence du wali de Béjaïa, M. Kamel-Eddine Kerbouche, du président de l'Assemblée populaire de wilaya, M. Bachir Barkat, des élus, des acteurs de la société civile et de nombreux animateurs associatifs. Les intervenants ont « réaffirmé vigoureusement l'attachement viscéral de la région à l'unité nationale, une ligne rouge infranchissable, ainsi qu'à sa souveraineté, acquise au prix d'énormes sacrifices », rejetant « toute forme de division ».
M. Brahim Tazaghart, ancien militant pour la cause amazighe, chercheur et écrivain, a souligné : « Les frontières de notre nation bien-aimée ont été tracées par le sang de nos valeureux martyrs et les préserver est un devoir sacré pour nous ». Il a martelé que « notre unité nationale est une ligne rouge infranchissable, quelles que soient les circonstances ».
M. Mouloud Salhi, maire d'Akbou, a affirmé que « il n'y a pas de doute sur notre nationalisme, et nous disons à tous ceux qui veulent diviser le pays : nous sommes unis et notre pays vivra. Il ne sera pas divisé car de nombreux martyrs ont donné leur vie pour que nous soyons aujourd'hui debout, ici, à parler librement et d'une seule voix ». Il a ajouté : « Notre pays est notre trésor, et notre drapeau flottera très haut. Jamais nous ne céderons rien de notre terre ni de notre souveraineté ».
De son côté, le président de l'APW de Béjaïa, M. Bachir Barkat, a expliqué : « Nous sommes ici pour commémorer le 65e anniversaire des événements du 11 décembre 1960, lorsque les Algériens sont sortis à travers tout le pays pour dire au colonialisme que l'Algérie est algérienne ; le peuple veut vivre librement et souverainement sur sa terre, et personne ne pourra décider à sa place ».

N. Bensalem

FACE AUX MANŒUVRES DE DIVISION

L'unité nationale, une ligne rouge

La vigilance et la cohésion du peuple demeureront les remparts infranchissables face à toute tentative de division. La commémoration des manifestations du 11 Décembre s'impose comme un rappel fort de la de l'unité et de la capacité de résistance d'un peuple forgé par l'épreuve. C'est ce qu'a indiqué, ce dimanche Brahim Boughali, président de l'Assemblée populaire nationale (APN).

S'exprimant lors d'une réunion du bureau de l'Assemblée, Boughali a déclaré qu'au moment où « les tentatives d'atteinte à l'unité du peuple algérien se multiplient sous des slogans trompeurs et des appellations mensongères » ne sauraient abuser un peuple aguerri par des décennies de lutte contre l'oppression. Affirmant que l'Algérie « ne se laissera pas abuser par des discours fallacieux », tout en rappelant que la cohésion nationale demeure la ligne rouge que nul ne peut franchir, il a ajouté que la commémoration des manifestations du 11 Décembre résonne comme « une mise en garde historique et politique » contre tous les projets de division.
Il a précisé que « le colonisateur, même lorsqu'il change de méthodes et d'outils, conserve la même obsession de saper l'unité d'un peuple qui a fait le choix irrévocable de la liberté. » il a souligné que « les campagnes de déstabilisation, ourdies dans des laboratoires à peine dissimulés, sont désormais parfaitement identifiées et ne font que renforcer la vigilance et la détermination des Algériens. »
Dans ce contexte, le président de l'APN a rappelé que les manifestations du 11 Décembre constituent « l'une des expressions les plus éclatantes de l'unité nationale ». Soulignant que « ce jour-là, le peuple algérien s'est levé d'une seule voix pour dire non à l'oppression, non à l'humiliation et non à la négation de son identité ». Il a souligné que ces mobilisations populaires ont consacré l'attachement viscéral des Algériens à leur terre et mis en évidence leur rejet sans équivoque du système colonial marqué par « les formes les plus abjectes de répression, la torture et l'écrasement de la dignité humaine, sans distinction entre les enfants de la nation ».
Boughali a ainsi soutenu que les souffrances endurées sous le joug colonial n'ont jamais brisé le peuple algérien », mais ont au contraire « forgé un peuple solide, soudé par l'épreuve, rompu à l'endurance et capable de transformer la souffrance en force collective ». Ajoutant : « L'Algérie a été façonnée par les épreuves et consolidée par les sacrifices. » Il soutient que cette réalité historique continue de constituer le socle de la stabilité nationale, ce qui explique que « chaque tentative de division se heurte à une mémoire collective profondément ancrée dans l'histoire de la lutte et de la résistance ».



Un rempart infranchissable.

Évoquant les tentatives actuelles de déstabilisation, le président de l'Assemblée a affirmé que « les slogans creux ne sauraient masquer des projets voués à l'échec ». Expliquant que « les Algériens ont appris, à travers leur histoire à distinguer le discours sincère de la manœuvre perfide ». Il a soutenu que « les paris misés sur la division, la suspicion et le délitement du lien national ont toujours échoué et échoueront encore ».
Poursuivant son propos, Boughali a rappelé que « la glorieuse Révolution algérienne a définitivement tranché toute tentative de remise en cause de l'unité et de l'identité nationales ». Martelant : « Le peuple algérien a choisi la liberté en toute conscience et avec une détermination inébranlable. » Il a soutenu que « la diversité qui caractérise la société algérienne n'a jamais été un facteur de faiblesse, mais une richesse et un pilier fondamental de l'unité nationale ».
Le président de l'APN a également mis en avant « le retour affirmé de l'Algérie à son rôle civilisationnel et démocratique ». Faisant savoir que le pays avance aujourd'hui « porté par des institutions constitutionnelles légitimes et une volonté populaire consciente, qui exerce ses responsabilités avec maturité ». Il a expliqué que « cette dynamique dérange ceux qui ne supportent pas de voir l'Algérie se relever, se consolider et avancer ». Abordant le contexte national actuel, Boughali a indiqué que la commémoration de l'anniversaire des manifestations du 11 Décembre intervient à un moment où « les premiers résultats des programmes de développement commencent à se faire sentir dans plusieurs domaines ». Affirmant que « l'Algérie avance sur la voie de la relance et du renouveau, malgré les défis et les manœuvres dirigées contre elle ».
Le président de l'Assemblée a conclu en assurant que « tous les desseins ourdis contre l'Algérie se retourneront contre leurs instigateurs par l'échec et la désillusion ». Martelant que « cette unité du peuple est scellée par le sang des martyrs et préservée par l'héritage des valeureux moudjahidine, qui ont sauvé la patrie dans ses moments les plus critiques ». Il a déclaré avec force que « la conscience, la vigilance et la cohésion du peuple algérien demeureront le rempart infranchissable face à toute conspiration ».

Sihem Bounabi

CONSEIL DE LA NATION

La souveraineté nationale au cœur des priorités

LE PRÉSIDENT du Conseil de la nation, Azouz Nasri, a placé, hier, l'unité du pays et la défense de la souveraineté nationale au centre des travaux parlementaires lors d'une réunion élargie du bureau du Sénat. C'est ce qu'a indiqué, hier, un communiqué de la haute chambre du parlement.
Nasri a affirmé que « l'unité du pays et la cohésion entre les citoyennes et citoyens algériens constituent la force première pour assurer le progrès national et préserver l'intégrité de l'État » en ouverture de la réunion élargie du bureau, réunissant les présidents de groupes parlementaires et le contrôleur parlementaire.
Le président du Sénat a également déclaré que « la souveraineté demeure le secret précieux, l'essence inestimable et l'élixir que l'on ne peut confier à quiconque ne le mérite pas, tout comme l'ont défendu nos pères et grands-pères qui ont préservé l'honneur de la nation, renforcer sa résilience, sauvegardé son unité et consacrer leur vie pour que vive l'Algérie ». Ces mots porteurs d'une puissante symbolique, ont résonné comme un rappel de l'histoire et de la mémoire collective n incarnant les propos de Nasri qui a soutenu que « la défense de la nation n'est pas seulement une responsabilité du passé », mais « un engagement quotidien pour chaque Algérien et chaque Algérienne ».
Dans la même veine, le président de la haute chambre du parlement a dénoncé « les gesticulations d'une minorité hors-la-loi, perdue dans un tourbillon d'illusions et de craintes imaginaires », réaffirmant que la vigilance et la responsabilité de tous les citoyens restent « la meilleure garantie contre toute atteinte à la souveraineté nationale et aux intérêts du pays ».
Par ailleurs, la réunion a également été l'occasion d'examiner en détail le calendrier législatif du Conseil pour la période du 17 au 25 décembre courant. Le bureau a décidé de reprendre les séances publiques dès mercredi prochain avec la présentation et la discussion du projet de loi modifiant et complétant la loi n° 84-09 du 4 février 1984 relative à l'organisation territoriale du pays. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports interviendra dans l'après-midi afin de répondre aux questions et préoccupations des parlementaires. Le projet de loi sera ensuite soumis au vote en séance plénière le jeudi 25 décembre 2025.
Concernant le traitement des questions parlementaires, trente questions orales et seize questions écrites ont été jugées conformes aux critères formels et transmises au gouvernement pour traitement. Un exposé détaillé sur la numérisation des travaux du Conseil a été présenté sur l'état d'avancement de la stratégie de transformation numérique, dans l'objectif de moderniser les procédures, à faciliter le travail administratif des membres du Conseil, de leurs cadres et des fonctionnaires parlementaires. Nasri a donné des directives fermes pour « mobiliser tous les moyens pour accélérer ce chantier stratégique », soulignant que la digitalisation est un vecteur essentiel pour garantir la transparence, la rapidité et l'efficacité dans l'administration parlementaire.

Sihem Bounabi

APPROUVÉE LORS DU CONSEIL DES MINISTRES

Revalorisation des retraites de 5 à 10 %

Annoncée à plusieurs reprises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la revalorisation des pensions de retraite a été révélée hier lors de la tenue du Conseil des ministres. Elle prévoit une augmentation de 10 % pour les retraités percevant une pension égale ou inférieure à 20 000 DA, et de 5 % pour ceux dont les pensions dépassent ce seuil. C'est ce qu'a indiqué hier un communiqué de la présidence de la République.

Cette mesure s'inscrit dans la continuité des précédentes revalorisations ayant déjà concerné le salaire minimum garanti, traduisant la volonté des pouvoirs publics d'améliorer le pouvoir d'achat des retraités, un souffle de soulagement à cette frange de la société.

Après la présentation de l'ordre du jour et le rappel des décisions issues du précédent Conseil des ministres, le Premier ministre a exposé le bilan de l'activité gouvernementale des deux dernières semaines. À l'issue de ces travaux, le président de la République a donné une série d'orientations et de décisions structurantes.

Sur le plan administratif, le Conseil des ministres a donné son accord pour la création de deux nouvelles circonscriptions administratives. Il s'agit des villes de Maghnia et d'El Eulma, une décision visant à rapprocher davantage l'administration du citoyen et à améliorer la gestion territoriale.

Abordant la stratégie nationale de développement du commerce électronique, le président de la République a souligné que ce secteur représente un défi majeur nécessitant l'implication de l'ensemble des acteurs. Il a évoqué l'importance de mobiliser les moyens requis, notamment en matière de sécurité numérique, d'instauration de facilités supplémentaires et d'encouragement des échanges commerciaux par voie électronique. Le chef de l'État a également mis en avant la transparence commerciale comme objectif central et véritable finalité de la numérisation et du commerce électronique.



La hausse des pensions actée.

Par ailleurs, le chef de l'Etat a donné des directives générales à forte portée sociale. Il a ordonné l'interdiction de toute opération de démolition de constructions illicites durant la saison hivernale, tout en instruisant la suspension immédiate des présidents d'assemblées communales recourant à de telles pratiques de manière arbitraire, sans respect des lois nationales en vigueur ni des usages internationaux. Il a chargé les walis de veiller à ce que ces opérations soient strictement menées dans le cadre légal défini.

Par ailleurs, Tebboune a instruit les ministres de l'Agriculture et de l'Intérieur de renforcer leur coordination afin d'éviter aux agriculteurs toute perte liée à la mévente de certaines productions agricoles. Il a souligné l'importance du recours au stockage organisé comme mécanisme de régulation, garant de la stabilité des prix et de la protection des producteurs.

Meriem Djouder

TEBBOUNE SIGNE LA LOI DE FINANCES 2026

Consécration du pouvoir d'achat et de l'économie nationale

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé, hier, la loi de finances (LF) pour 2026, qui est axée sur deux volets principaux, la préservation du pouvoir d'achat des citoyens et le développement économique. Cette signature intervient dix-sept jours avant la fin de l'année, ce qui laisse présager que les textes d'application seront, aux aussi, prêts et promulgués de façon à ne pas retarder les dotations budgétaires, donc les projets et autres dépenses prévus pour les secteurs économiques et sociaux.

La LF 2026 ne prévoit aucun relèvement de taxes ou impôts pour les citoyens, de façon à ne pas affaiblir le pouvoir d'achat, de même qu'elle maintient toutes les aides et subventions qui constituent un acquis pour les Algériens, et ce, conformément aux fermes orientations données par le chef de l'Etat pour l'élaboration de ce texte de loi, et malgré un déficit budgétaire. Un déficit qui sera financé par la dette intérieure sans incidence sur les prix et les taux d'inflation, selon les assurances du ministre des Finances.

Le texte de loi prévoit notamment la prolongation, jusqu'au 31 décembre 2026, des exonérations fiscales et des droits de douane sur plusieurs produits essentiels, dont l'huile brute de soja, le café, les légumes secs, les viandes blanche et rouge. Les droits de douane restent également réduits à 5 % pour les opérations d'importation de cheptels bovin et ovin destinés à l'abattage ainsi que pour les viandes fraîches réfrigérées sous vide.

Dans le cadre de la protection de la production nationale, l'Etat impose désormais aux importateurs et transformateurs d'huile de soja brute de produire localement ou de s'approvisionner sur le marché national avant le 31 décembre 2026. Les fruits et légumes frais, le riz importé, les légumes secs, les œufs de consommation, ainsi que le poulet de chair et la dinde produits localement bénéficieront également d'une exonération fiscale.

Pour le café, l'exonération de TVA et de la taxe intérieure de consommation est prolongée, et le taux réduit de 5 % des droits de douane sur les importations reste applicable jusqu'à la fin de l'année 2026. Par ailleurs, à l'occasion de l'Aïd El Adha, les têtes ovines vivantes destinées à l'abattage importées entre le 15 avril 2025 et le 30 juin 2026 bénéficieront également d'exemptions de droits et taxes.

Une attention particulière est portée au logement social et à l'accès à la propriété. Le Trésor public prendra en charge les intérêts pendant la période de différé et bonifiera à hauteur de 100 % le taux d'intérêt des prêts accordés par les banques publiques pour la réalisation de 300 000 logements dans le cadre du programme location-vente. Ce dispositif s'inscrit dans la stratégie quinquennale 2025-2030, qui prévoit la construction de 2 millions de logements à travers le pays.

Les délais pour les occupants des logements publics locatifs souhaitant acquérir leur bien sont prolongés jusqu'au 31 décembre 2026, leur offrant ainsi un temps supplémentaire pour déposer leur demande et concrétiser leur projet immobilier.

Le secteur des transports bénéficiera également de mesures importantes. La LF 2026 prévoit l'exonération totale de droits et taxes sur l'importation des 10 000 véhicules de transport de dix personnes ou plus, qu'ils soient importés en état final ou non montés. Les pièces et composants des kits de montage pour les véhicules non montés sont également concernés. Cette mesure s'inscrit dans la volonté des pouvoirs publics de renouveler et moderniser le parc de bus destiné au transport collectif, conformément aux instructions du Conseil des ministres du 3 septembre dernier. La Loi de Finances 2026 s'inscrit aussi dans une logique de transition énergétique et de développement durable. Les droits de douane sur les chauffe-eaux solaires domestiques sont réduits de 30 % à 15 %, encourageant ainsi les citoyens à adopter des alternatives plus sûres, économiques et respectueuses de l'environnement par rapport aux modèles traditionnels.



Au-delà du soutien direct aux citoyens, la prochaine loi de finances du pays traduit la volonté des autorités de renforcer la stabilité économique et sociale du pays. Elle combine ainsi mesures fiscales, protection du consommateur, soutien au marché local, développement des infrastructures, amélioration des services de transport et transition énergétique. L'objectif affiché vise à améliorer concrètement le cadre de vie des Algériens tout en consolidant les bases d'une économie nationale résiliente et durable. Cette démarche intervient dans un contexte où l'Algérie cherche à concilier croissance économique, sécurité alimentaire et équité sociale, tout en préparant l'avenir à travers des projets structurants qui profiteront aux générations présentes et futures. Le budget pour l'année prochaine s'élève à 17 636,7 milliards de dinars, contre 16 794 milliards de dinars en 2025. Pour ce qui est des recettes, elles devraient atteindre 8 009 milliards de dinars. Le grand challenge est de maintenir le rythme de croissance économique de 4,1 % selon les prévisions de la LF, et de maîtriser la dette intérieure estimée à près de 18 000 milliards de dinars. L'évolution des recettes et des dépenses budgétaires devrait dégager des déficits globaux successifs du Trésor public de 5 186,6 milliards de dinars en 2026 (12,4% du PIB). La LF 2026 a été élaborée avec un prix de référence du baril de pétrole de 60 dollars et un prix du marché de 70 dollars.

T. Gacem



LOGEMENT, ENVIRONNEMENT ET FONCIER AGRICOLE

Des avancées concrètes à Oran

ALORS QUE la ville se transforme, le logement, la propreté de l'environnement ainsi que le foncier agricole connaissent des avancées importantes. Cette semaine a été marquées par la prise de mesures décisives, notamment le projet de 415 logements promotionnels à El Menzeh, des actions pour améliorer la situation environnementale à Gdyel et Sidi Chahmi, l'accélération du traitement des programmes de logements LPA et LPL, ainsi que l'examen de 494 dossiers relatifs aux terres de l'Etat et 1 000 dossiers soumis pour la cession ou la transformation des droits fonciers. Ce sont de nombreux dossiers qui sont sur la table des autorités, à commencer par le projet de 415 logements promotionnels à El Menzeh qui progresse avec des ajustements significatifs au niveau architectural et urbanistique. Les études ont permis de revoir la façade et l'harmonie générale du quartier, en tenant compte de toutes les réserves émises sur le projet, afin de valoriser l'ensemble et répondre aux attentes des futurs bénéficiaires. Sur le plan environnemental, le wali d'Oran a exprimé sa déception face à la dégradation de l'environnement dans les communes de Gdyel et Sidi Chahmi. Il a donné des instructions strictes pour prendre en charge la propreté des espaces publics, éliminer tous les points noirs et organiser un ramassage systématique des déchets ménagers et inertes. Les programmes de logement LPA et LPL avancent également. Selon la responsable chargée de ce volet, les équipes locales ont intensifié le traitement des dossiers, permettant de gérer efficacement les demandes et de traiter rapidement les recours des candidats, garantissant ainsi une meilleure réactivité dans toutes les communes concernées. Le foncier agricole constitue un autre chantier prioritaire à Oran. D'après le directeur des services agricoles, 494 dossiers relatifs aux terres de l'État ont été présentés à la commission : 11 ont été acceptés, 194 ajournés pour dossiers incomplets et 148 refusés, en raison de contraintes variées, telles que des terres forestières, des biens du domaine public, des propriétés privées, l'absence d'activité agricole, des litiges ou leur implantation dans le tissu urbain. Par ailleurs, la question des cessions et transformations des droits fonciers a été examinée par la commission de wilaya. Selon la directrice du Domaine national des terres agricoles, sur 1 000 dossiers, 811 ont été acceptés et 189 refusés, conformément à la circulaire ministérielle conjointe n°654 du 11 septembre 2012 et à la circulaire n° 1808. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la loi n° 23-18 du 28 novembre 2023, qui impose la protection des terres de l'État et sanctionne toute manipulation illégale. Des sorties de terrain et vérifications supplémentaires sont prévues pour finaliser les procédures et garantir la régularité des dossiers.

D'Oran, Brahim Mazi

LIGNE FERROVIAIRE MINIÈRE TINDOUF - BÉNI ABBÈS - BÉCHAR

LES AUTORITÉS METTENT LES BOUCHÉES DOUBLES

Les travaux pour une mise en service complète de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest Tindouf - Béni Abbès - Béchar connaissent une véritable avancée. Un suivi rigoureux de la part des responsables impliqués dans la réalisation de ce projet d'envergure est observé depuis plusieurs mois déjà, avec une intensification des visites et des réunions ces derniers jours.

Après des visites non-stop sur le terrain depuis plusieurs mois, la dernière ayant eu lieu jeudi dernier, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a tenu, hier, une réunion pour faire le point sur le rythme des travaux restants. L'enjeu est d'être au rendez-vous du début de l'année prochaine pour la mise en service de cette ligne ferroviaire minière. Un délai fixé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

«En application des instructions du président de la République, émises lors de la réunion du Conseil des ministres du 16 novembre 2025, concernant la mise en service intégrale en janvier 2026 de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest Gara Djebilet - Tindouf - Béchar, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base a présidé les travaux du sous-comité des travaux publics chargé du suivi de la mise en œuvre dudit projet, en présence de tous les secteurs concernés», a indiqué un communiqué du département de Djellaoui. Ce sont les derniers réglages avant la livraison du projet, les délais se rapprochant de plus en plus. C'est ainsi que lors de la réunion qu'il a présidée au siège de son ministère, M. Djellaoui a entendu un exposé complet qui lui a été présenté sur l'état d'avancement des travaux du projet.



Une véritable avancée.

En plus de ce qui a été réalisé, l'exposé a concerné notamment les «sections restantes», a précisé la même source, laquelle a rappelé que le ministre a passé deux jours sur le terrain dans les trois wilayas en question, à la fin de la semaine dernière. «Sur place, il a passé deux jours entiers à observer l'état d'avancement des travaux dans les chantiers, qui ont considérablement progressé et sont en voie d'achèvement», a fait observer le ministère dans son communiqué. Le ministre a insisté sur la nécessité de poursuivre les travaux au même rythme, avec des efforts accrus et un suivi immédiat aux niveaux central et local, ainsi que sur la mobilisation de toutes les ressources disponibles afin de garantir l'achèvement des travaux restants et la pleine mise en service du projet avant la fin de l'année.

Ce sont les dernières retouches que M. Djellaoui est en train de suivre, selon toute vraisemblance, cela d'autant qu'il a assuré, jeudi dernier, que l'ensemble des travaux de ce mégaprojet sera finalisé «dans une dizaine jours, avec la réception des derniers 60 km de pose de rail de la ligne ferroviaire minière de l'Ouest».

C'est à partir de son constat sur le terrain qu'il a émis cette assurance, lors de sa visite, mercredi et jeudi derniers, accompagné de la secrétaire d'Etat auprès du ministre des Hydrocarbures et des Mines, chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, des différents chantiers du tronçon de 220 km qui traverse cette ligne dans la wilaya de Béchar, et celui traversant la wilaya de Béni Abbès à partir de la localité d'Oum El-Assel, dans la wilaya de Tindouf, sur 440 km et comprenant une gare ferroviaire à Tabelbala dans la wilaya de Béni Abbès. Le ministre a également annoncé l'achèvement total des travaux de quarante-cinq viaducs ferroviaires, réalisés au titre de ce mégaprojet ferroviaire.

M. Djellaoui a alors conclu sa visite à Tindouf, affirmant que la ligne ferroviaire pour la mine de Gara Djebilet, s'étendant sur 950 km, sera prête à 100 % avant la fin du mois de décembre en cours. Cela permettra, a-t-il dit, la mise en exploitation, dès le début du mois de janvier 2026, de cette ligne, qui aura des répercussions économiques et sociales très importantes sur la région du Sud-Ouest mais également sur tout le pays.

Il convient de rappeler que le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé, mercredi dernier, une importante réunion de coordination consacrée aux préparatifs de la cérémonie officielle marquant l'entrée en service du projet minier de Gara Djebilet, qui constitue une fierté pour l'Algérie.

T. Gacem

UNE MISSION D'AFFAIRES INDIENNE À ALGER EN JANVIER

Explorer de nouvelles opportunités de coopération

LES RELATIONS économiques algéro-indiennes s'apprêtent à franchir une nouvelle étape. Une délégation d'hommes d'affaires indiens, représentant une quarantaine d'entreprises, est attendue à Alger en janvier 2026 pour explorer les opportunités d'investissement et de partenariat entre les deux pays. C'est ce qu'a indiqué, hier, l'Agence algérienne de promotion des investissements (AAPI).

Cette visite a été au cœur d'une rencontre tenue récemment au siège de l'AAPI entre son directeur général, Omar Rekkache, et l'ambassadrice de la République de l'Inde en Algérie, Swati Vijay Kulkarni. Les discussions ont porté sur les moyens d'élargir et de diversifier le partenariat économique entre Alger et New Delhi, notamment dans les secteurs jugés prioritaires par les deux parties.

Parmi les domaines de coopération mis en avant, figure en bonne place l'industrie pharmaceutique, notamment la production locale de médicaments, un secteur dans lequel l'Inde dispose d'une expertise mondialement reconnue, lit-on dans le communiqué de l'Agence algérienne.

Les discussions ont également abordé les perspectives de renforcement de la présence des investissements indiens sur le marché algérien, ainsi que l'état d'avancement de plusieurs projets portés par des entreprises indiennes déjà implantées dans le pays, est-il noté de même source.

L'intérêt manifesté par un acteur pharmaceutique indien activant à l'international pour investir en Algérie a également été évoqué, illustrant l'attractivité croissante du marché algérien pour les industriels indiens, toujours selon la même source.

La mission d'affaires prévue en janvier 2026 prévoit d'organiser des rencontres d'affaires bilatérales entre opérateurs économiques algériens et indiens, dans l'optique d'identifier des projets concrets de partenariat dans divers secteurs. À cette occasion, l'AAPI entend jouer un rôle central de facilitateur. Omar Rekache a assuré que l'Agence mobiliserait l'ensemble de ses moyens pour garantir le succès de cette visite et favoriser la conclusion d'accords d'investissement mutuellement bénéfiques. «Les deux parties ont, à l'issue de la rencontre, fait ressortir l'importance de maintenir une coordination étroite et continue, histoire de concrétiser des projets d'investissement structurants, reflétant la solidité des relations algéro-indiennes et s'inscrivant dans la dynamique de mesures économiques engagée par l'Algérie», a précisé le communiqué.

Cette initiative s'inscrit dans un contexte de rapprochement soutenu entre les deux pays. À titre de rappel, la présidente de la République de l'Inde, Droupadi Murmu, avait effectué une visite d'État en Algérie en octobre 2024, marquée par la tenue d'un forum économique réunissant plus de 300 opérateurs des deux pays. L'Inde occupe, actuellement, la neuvième place parmi les partenaires commerciaux de l'Algérie, avec des échanges diversifiés couvrant plusieurs secteurs.

La rencontre tenue le 4 novembre 2025 à Alger entre la ministre déléguée chargée des Mines, Karima Bakir Tafer, et l'ambassadrice de l'Inde en Algérie, Swati Vijay Kulkarni, a, en outre, marqué l'ouverture d'une nouvelle étape dans la coopération bilatérale.

Khalil Aouir

PRÉVENTION DES INONDATIONS

L'Algérie opte pour l'anticipation

Confrontée à des changements climatiques de plus en plus marqués, caractérisés par des précipitations intenses et imprévisibles, l'Algérie a fait le choix d'une approche fondée sur la prévention et l'anticipation, où le nettoyage périodique des réseaux et l'identification des zones à risque constituent les piliers d'une politique publique dans l'objectif de protéger les infrastructures et les citoyens. C'est ce qu'a indiqué, hier, Chérif Aïssiou, directeur de l'assainissement et de la prévention des risques d'inondation au ministère de l'Hydraulique.

Aïssiou a d'emblée affirmé que «l'Algérie connaît depuis près de vingt ans des mutations climatiques importantes, notamment en matière de volumes et de rythmes des précipitations, avec des impacts directs sur les réseaux d'assainissement et la gestion des eaux pluviales». Il a ajouté que face à cette nouvelle réalité, le ministère de l'Hydraulique a adopté «une politique axée sur la prévention et l'anticipation, reposant principalement sur le nettoyage régulier des réseaux d'assainissement et des oueds». Il a assuré que «l'objectif est d'éviter l'obstruction des canalisations, de réduire les risques d'inondations et de coupures de routes, particulièrement durant les saisons automnale et hivernale».

Illustrant cette situation, le responsable est revenu sur l'épisode pluvieux récemment enregistré dans la commune de Bir Mourad Raïs, à Alger, où 72 millimètres de pluie sont tombés en seulement deux heures, soit l'équivalent de deux semaines de précipitations dans des conditions normales. Expliquant qu'»une telle quantité dépasse largement la capacité d'absorption des réseaux de drainage», il a précisé que les opérations de curage sont programmées de manière périodique, parallèlement au lancement annuel de nouveaux projets et à l'actualisation des schémas directeurs, afin de les adapter aux changements climatiques et à l'extension urbaine.



Une approche fondée sur la prévention.

Il a également mis en cause certains comportements inciviques qui aggravent la situation, tels que le jet de déchets, de plastiques ou de déblais dans les canalisations, ou encore l'abandon des résidus de chantiers à proximité des ouvrages de drainage.

Malgré ces contraintes, M. Aïssiou a indiqué que la situation générale du réseau d'assainissement demeure «acceptable», même si certains anciens tronçons nécessitent une réhabilitation pour mieux répondre à des prévisions météorologiques de plus en plus extrêmes. «Alors que les précipitations prévues ne dépassaient pas 20 millimètres par le passé, elles peuvent aujourd'hui atteindre, voire dépasser, 120 millimètres», a-t-il indiqué.

Cette évolution a conduit les pouvoirs publics à accélérer, ces dernières années, le renouvellement des réseaux d'assainissement, en coordination avec le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, et à mobiliser des financements dédiés dans le cadre de la loi de finances.

IDENTIFICATION DE 850 SITES À RISQUE

Sur le plan des infrastructures, il a précisé que l'Algérie repose principalement sur un réseau unitaire combinant eaux usées et eaux pluviales, couvrant environ 93 % du territoire national, 96 % des zones urbaines et près de 75 % des zones rurales, pour un linéaire total estimé à 97 000 kilomètres. Soulignant que «les services d'assainissement sont assurés à 100 % en Algérie, alors que 76 % des pays africains voisins ne disposent pas de ces services», il a expliqué que la séparation des réseaux d'eaux usées et d'eaux pluviales reste une opération complexe et coûteuse, bien qu'elle soit désormais intégrée dans la conception des villes nouvelles.

Abordant la cartographie des risques, M. Aïssiou a révélé que le dernier recensement, réalisé à la fin de l'année 2024, a identifié près de 13 500 «points noirs» à travers le pays. Un chiffre en baisse grâce aux programmes engagés en collaboration avec les collectivités locales. Il a également rappelé l'adoption, en 2020, d'une stratégie nationale de lutte contre les inondations, ayant permis d'identifier 850 sites à risque, dont 50 classés à très haut risque. Il a ajouté que «les études techniques ont été finalisées dans 16 wilayas, les travaux se poursuivent dans 14 autres, tandis que les projets sont en phase de lancement dans 11 wilayas».

Le directeur de l'assainissement est aussi revenu sur la problématique de la remontée des eaux usées dans les wilayas du Sud, notamment à El-Oued et Ouargla, un phénomène présentant des risques pour les nappes phréatiques. Il a indiqué que le secteur a déployé un programme structuré en quatre phases, actuellement à sa dernière étape, ce qui a permis de réduire sensiblement les risques d'inondation dans ces deux régions.

Par ailleurs, s'agissant du secteur agricole, le représentant du ministère de l'Hydraulique a expliqué que l'approche du ministère a évolué, passant d'une logique centrée exclusivement sur la protection de l'environnement à une vision intégrant la valorisation des eaux usées traitées. Cette orientation s'inscrit dans les directives du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, formulées depuis novembre 2023, pour la promotion de l'utilisation de ces ressources dans l'agriculture, l'industrie et les services.

Dans ce cadre, 21 projets ont été réalisés ou sont en cours de réalisation, dont 18 stations d'épuration, parallèlement à la remise en service de stations à l'arrêt et au renforcement de leurs capacités. Le recours au traitement tertiaire permet désormais l'utilisation de ces eaux pour l'irrigation de différentes cultures agricoles, notamment les céréales et les légumes. Actuellement, environ 110 millions de mètres cubes d'eaux traitées sont orientés vers l'agriculture.

M. Aïssiou a également annoncé que 27 stations actuellement à l'arrêt font l'objet d'opérations de maintenance. Avec l'achèvement de 75 nouvelles stations en cours de réalisation, la capacité nationale de traitement des eaux usées devrait atteindre un milliard de mètres cubes par an au cours des deux prochaines années, renforçant ainsi la sécurité hydrique nationale et la résilience du pays face aux effets du changement climatique.

Sihem Bounabi

SÉCURITÉ ROUTIÈRE

Ce que prévoit le nouveau code

FACE à la hausse dramatique des accidents et du nombre de victimes, le nouveau code de la route se veut plus sévère et plus complet, incluant des contraventions renforcées, des sanctions ciblées pour les conducteurs professionnels, des tests antidrogue obligatoires et une prévention accrue. C'est ce qu'a affirmé Abdelghani Hammani, directeur du transport routier et de la logistique, soulignant que l'objectif reste de sauver des vies et de responsabiliser tous les usagers de la route.

Entre 2022 et 2024, l'Algérie a enregistré plus de 26 000 accidents de la route, ayant causé 33 513 blessés et 3 159 décès, a révélé Abdelghani Hammani, directeur du transport routier et de la logistique. Il a expliqué que « le coût humain et économique de ces accidents est insoutenable «, s'élevant à 230 milliards de dinars selon l'estimation de l'Inspection générale des finances. Il a souligné que cette situation alarmante justifie l'adoption d'un nouveau code de la route plus sévère, visant à protéger la vie des citoyens et à responsabiliser tous les usagers de la route.

Selon M. Hammani, le projet de loi classe désormais les infractions en quatre degrés de gravité. «Nous avons revu les amendes à la hausse pour responsabiliser davantage les conducteurs», a-t-il affirmé.

Le premier degré, de 2 000 à 4 000 dinars, concerne des infractions comme l'absence de documents obligatoires ou le non-maintien des enfants avec la ceinture de sécurité. Le second degré, fixé à 6 000 dinars, couvre des comportements dangereux tels que l'usage des dispositifs sonores en ville ou une réduction anormale de vitesse. Le troisième degré, à 9 000 dinars, inclut le dépassement de vitesse de 10 à 20 % et le transport d'enfants de moins de 10 ans en place avant du véhicule. Le quatrième degré, le plus sévère, est puni d'une amende de 15 000 dinars, pour des infractions susceptibles de provoquer de graves accidents, comme la circulation en sens interdit ou le non-respect des priorités, a précisé M. Hammani.

Il a martelé que ces sanctions ciblent particulièrement les conducteurs professionnels, notamment dans le transport en commun et scolaire, en raison des risques liés à la consommation de drogues ou de stupéfiants. «C'est pour protéger les passagers et les enfants que nous avons durci ces mesures», a-t-il expliqué.

Abdelghani Hammani a également souligné que le projet met l'accent sur la prévention. «La création du Conseil national de la sécurité routière auprès du Premier ministre permettra de valider les stratégies proposées par la délégation nationale et d'assurer une coordination entre tous les ministères concernés», a-t-il déclaré. Il a affirmé que le code de la route concernera tous les usagers, y compris les piétons et les conducteurs de VTC, désormais soumis à autorisation et encadrement légal. «Le VTC est un usager comme un autre, mais il doit respecter la loi et être contrôlé pour prévenir les accidents», a-t-il ajouté.

Le directeur du transport routier a expliqué que les auto-écoles seront désormais responsabilisées et devront proposer une formation multimédia. «Le but est que chaque conducteur assimile parfaitement le code de la route avant de passer l'examen», a-t-il martelé. Il a précisé que la délivrance de PV ou de permis de complaisance sera criminalisée. «Les contrôleurs techniques, les experts des mines et les responsables d'auto-écoles pourront être sanctionnés après enquête s'ils ne respectent pas leurs obligations», a-t-il affirmé.

Les infractions pourront être constatées automatiquement par des radars et caméras, a précisé M. Hammani. «Le contrevenant recevra directement son avis de contravention et devra payer dans un délai de 45 jours», a-t-il déclaré.

Abdelghani Hammani a expliqué que le projet inclut également la création d'un système national de points noirs pour identifier les tronçons dangereux et coordonner les travaux avec les collectivités locales et les services des travaux publics. «La sécurité routière ne repose pas seulement sur la répression, mais aussi sur la qualité des routes et la prévention», a-t-il souligné.

Le directeur a rappelé que le projet de loi est actuellement en examen à l'Assemblée populaire nationale et passera ensuite au Sénat. «Certaines dispositions, notamment les sanctions pour homicides involontaires ou blessures graves, sont encore en discussion. Mais l'objectif reste de préserver la vie des Algériens et réduire drastiquement le nombre de victimes sur nos routes», a-t-il fait savoir.

Pour lui, la prévention et la répression doivent aller de pair. «La sécurité routière implique plusieurs secteurs : l'état des routes, la formation des conducteurs, la qualité des pièces de rechange et la surveillance médicale des conducteurs professionnels», a-t-il expliqué. Abdelghani Hammani a conclu en affirmant que ce nouveau code de la route, plus sévère et plus complet, est un outil indispensable pour protéger les citoyens et responsabiliser l'ensemble des acteurs de la circulation.

Meriem D.

FORMATION PROFESSIONNELLE

Ouverture des inscriptions pour février 2026

LE MINISTÈRE de la Formation et de l'Enseignement professionnels a annoncé hier l'ouverture des inscriptions pour la session de formation de février 2026. Celles-ci se feront exclusivement via la plate-forme numérique www.takwin.dz et se poursuivront jusqu'au 7 février prochain. C'est ce qu'a indiqué un communiqué du ministère.

En cette circonstance, le ministère a fait savoir, via la même source, que les établissements proposent un large éventail de spécialités, permettant aux jeunes, selon la tutelle, d'acquérir de nouvelles compétences, de développer leurs capacités professionnelles et de construire un parcours adapté aux exigences du marché du travail.

Lors d'une visite d'inspection et de travail à Skikda au mois de novembre dernier, la ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nacima Arhab, a souligné que le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels joue un rôle clé dans la création de nouveaux emplois et l'intégration efficace des diplômés sur le marché du travail, mettant ainsi en avant, selon ses propres termes, l'importance du suivi et de l'accompagnement des stagiaires.

Dans l'optique de rapprocher la formation professionnelle du monde du travail, Mme Arhab avait déclaré que « le renforcement du dispositif de formation par apprentissage, grâce à un partenariat accru avec les entreprises, a permis de créer des passerelles concrètes entre les centres de formation et les besoins de production, favorisant ainsi une meilleure insertion des stagiaires sur le marché de l'emploi ».

Il convient de rappeler que lors de la session d'octobre 2025, plus de 385 000 nouveaux stagiaires ont intégré les établissements de formation professionnelle. Pour la session de février 2026, le ministère prévoit 385 000 nouvelles places, auxquelles s'ajoutent environ 287 000 stagiaires poursuivant leur formation dans différents niveaux et spécialités, portant le nombre total à plus de 670 000 stagiaires au niveau national.

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de scolarité, le secrétaire général du ministère a adressé une directive, datée du 10 décembre dernier (directive n° 2752), aux directeurs de la formation et de l'enseignement professionnels des wilayas. Celle-ci prévoit plusieurs mesures tendant à améliorer les conditions des stagiaires, notamment au niveau de la restauration.

Ainsi, le ministère a décidé d'augmenter la valeur du repas destiné aux stagiaires internes, de 100 DA à 290 DA, et pour les stagiaires en demi-internat de 50 DA à 120 DA.

Par ailleurs, en novembre dernier, un accord de coopération a été signé avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, donnant la possibilité aux stagiaires de la formation professionnelle de bénéficier des services de transport universitaire dans toutes les wilayas.

Khalil Aouir

ANGIO-ŒDÈME HÉRÉDITAIRE

Près 300 patients dans l'attente d'un traitement

L'angio-œdème héréditaire (AOH), maladie génétique rare et potentiellement mortelle, concerne aujourd'hui 260 à 300 patients en Algérie, selon les données communiquées par le chef du service d'immunologie de l'hôpital de Rouiba et président de la Société algérienne d'immunologie, le professeur Kamel Djenouhat. Longtemps sous-diagnostiquée et souvent confondue avec de simples allergies, cette pathologie fait désormais l'objet d'une attention accrue des autorités sanitaires, avec la perspective de l'introduction prochaine de traitements spécifiques destinés à améliorer la prise en charge des patients.



Une maladie génétique rare.

L'AOH est une maladie d'origine génétique, caractérisée par des crises imprévisibles d'œdèmes touchant la peau, les muqueuses et parfois les voies respiratoires ou le système digestif, a expliqué le Pr Djenouhat lors d'une session de sensibilisation et d'information organisée samedi à Alger, sous le thème « L'impact de l'angio-œdème héréditaire sur la qualité de vie des patients en Algérie ». Cette rencontre s'est tenue à l'initiative du laboratoire Takeda, représenté en Algérie par le groupe Clinica, en présence d'experts nationaux et internationaux.

En Algérie, le nombre de patients atteints est estimé entre 260 et 300 cas, avec 24 décès recensés, a précisé le Pr Djenouhat, tout en soulignant que ces chiffres demeurent probablement en deçà de la réalité, en raison des retards de diagnostic et de la méconnaissance de la maladie.

L'un des points importants abordés lors de cette rencontre concerne l'évolution du cadre thérapeutique en Algérie. Selon le professeur Djenouhat, le ministère de la Santé a officiellement reconnu cette pathologie, en l'intégrant dans la nomenclature des 128 maladies rares reconnues, ouvrant ainsi la voie à une meilleure organisation du parcours de soins et à l'introduction de médicaments spécifiques destinés au traitement et à la prévention des crises.

« Les efforts sont en cours pour assurer la disponibilité de ces traitements dans les plus brefs délais », a-t-il affirmé, estimant que leur mise à disposition permettra de réduire significativement la gravité des crises, les hospitalisations répétées et les risques vitaux, notamment ceux liés aux atteintes des voies respiratoires.

Le spécialiste a insisté sur le fait que l'accès aux traitements ne peut être pleinement efficace sans un diagnostic précoce et précis. Le principal problème, a-t-il expliqué, réside dans la similitude des symptômes avec ceux des maladies allergiques. Par méconnaissance, certains médecins prescrivent des traitements anti-allergiques qui s'avèrent inefficaces.

« De nombreux patients continuent de confondre les œdèmes avec de simples réactions allergiques, ce qui entraîne des retards de prise en charge parfois lourds de conséquences », a-t-il regretté.

UNE MALADIE RARE AUX COMPLICATIONS SÉVÈRES

Selon le professeur Djenouhat, cette maladie rare se caractérise par l'apparition d'œdèmes récurrents touchant les tissus sous-cutanés, les couches profondes de la peau et les muqueuses. Les crises peuvent affecter le visage, les membres, mais aussi le système digestif, provoquant de violentes douleurs abdominales, des vomissements et des diarrhées aiguës. Dans certains cas, l'accumulation massive de liquide dans l'abdomen peut entraîner une chute brutale de la tension artérielle, allant jusqu'au choc.

Il a également mis en garde contre l'une des complications les plus redoutées, l'atteinte des voies respiratoires supérieures. Un œdème au niveau de la gorge ou du larynx peut provoquer une obstruction respiratoire aiguë, exposant le patient à un risque d'asphyxie pouvant entraîner le décès. L'œdème peut aussi siéger au niveau du tube digestif, constituant parfois une véritable urgence chirurgicale.

Outre les manifestations physiques, l'angio-œdème héréditaire s'accompagne de symptômes généraux tels que la fatigue chronique, des éruptions cutanées non prurigineuses, ainsi que des troubles psychologiques, notamment l'anxiété, la dépression et l'irritabilité.

Selon le spécialiste, la maladie affecte profondément la vie sociale des patients, qui vivent sous une pression permanente. Études, emploi, mariage et même projets de parentalité deviennent source d'angoisse, en raison de la crainte de transmettre la maladie aux enfants.

« Il est primordial de sensibiliser le corps médical à cette maladie rare », a-t-il souligné, saluant à ce titre les efforts de l'Association nationale des malades atteints d'angio-œdème héréditaire, qui milite pour la reconnaissance et une meilleure prise en charge de cette pathologie.

La formation continue des médecins, notamment en médecine générale, aux urgences et en pédiatrie, constitue ainsi un axe prioritaire pour identifier rapidement les patients et les orienter vers une prise en charge spécialisée.

De son côté, Dr Delphine Gobert, du centre hospitalier Saint-Antoine à Paris, a souligné que les outils de suivi constituent un pilier essentiel dans la gestion de l'angio-œdème héréditaire, mais qu'ils doivent s'appuyer sur une compréhension scientifique approfondie.

Elle a mis en avant les progrès réalisés dans le domaine des maladies génétiques, en particulier les maladies monogéniques, ouvrant des perspectives prometteuses en matière de traitements innovants, voire de modification de l'évolution de la maladie. Toutefois, elle a rappelé que le coût extrêmement élevé des thérapies géniques, pouvant atteindre deux à trois millions de dollars, demeure un obstacle majeur à leur accessibilité dans de nombreux pays.

Malgré ces contraintes, la spécialiste a insisté sur l'importance de ne pas marginaliser les patients atteints de maladies rares, affirmant que seule la recherche continue, soutenue par des politiques de santé solidaires, peut garantir une prise en charge équitable et durable.

Lynda Louifi

FUSILLADE EN AUSTRALIE

Douze morts après une attaque pendant une fête juive

Des inconnus ont ouvert le feu sur la plage de Bondi Beach à Sydney, en Australie, lors d'un événement célébrant la fête juive de Hanoukka.

La police a annoncé l'arrestation de deux personnes et a appelé les habitants et les touristes à éviter ce quartier. Au moins douze personnes ont été blessées et dix ont été tuées, dont un tireur. Une attaque armée a eu lieu ce 14 décembre sur la plage de Bondi Beach à Sydney, en Australie, pendant un événement célébrant la fête juive de Hanoukka. Dans leur premier message sur les réseaux sociaux, les forces de police ont exhorté la population à éviter la zone. Toute personne présente sur place a été invitée à se mettre à l'abri. Les tireurs ont ouvert le feu à 18h40 heure locale (8h40 GMT), ils étaient au moins deux. Les deux tireurs ont été neutralisés : l'un d'eux est blessé et se trouve en détention dans un état critique, le second a été neutralisé. L'un des assaillants est Navid Akram, un homme âgé de 25 ans. Selon les images filmées par des témoins, les tireurs ont ouvert le feu depuis un pont, armés de trois armes à feu, vraisemblablement deux fusils de chasse et un fusil. La chaîne locale ABC, citant la police, a ensuite indiqué que la police australienne s'efforçait de neutraliser un engin explosif improvisé découvert sur une plage de Sydney, où la fusillade avait eu lieu. Selon le Premier ministre de Nouvelle-Galles du Sud, Chris Minns, et le commissaire de police de l'État, Mel Lennon, le nombre de victimes s'élève à au moins 12 personnes, dont l'un des suspects. Ils ont ajouté que la police et les autorités de l'État considéraient la fusillade sur la plage comme un acte terroriste. Selon les médias, 29 autres personnes ont été blessées à des degrés divers, dont deux policiers. Le président de la Fédération sioniste d'Australie, Jeremy Leibler, a déclaré qu'environ 2 000 membres de la communauté juive se trouvaient sur la plage. Des témoins ont filmé un passant qui, apparemment, désarmait le criminel qui tirait sur la foule à Sydney. Les images montrent comment il s'approche furtivement de l'homme armé d'un fusil de chasse, se jette sur lui, puis lui prend son arme. Le criminel tombe alors à terre, se relève péniblement et bat précipitamment en retraite. Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, a déclaré, en commentant l'attentat de Sydney, que la Russie suivait de près les « terribles nouvelles » en provenance d'Australie. Elle a qualifié de « tragédie monstrueuse » la fusillade d'innocents lors d'une fête religieuse, soulignant qu'il ne pouvait y avoir « aucune justification » au terrorisme.



R. I.

SOUDAN

Guterres condamne les attaques contre les casques bleus qui ont fait 6 morts

LE SECRÉTAIRE général de l'ONU, Antonio Guterres, a condamné les attaques de drones qui ont ciblé samedi la base logistique des Casques bleus des Nations unies à Kadougli, au Soudan, faisant six morts et huit blessés, tous membres du contingent bangladais de maintien de la paix servant au sein de la Force intérimaire de sécurité des Nations unies pour Abyei (FISNUA).

«Les attaques visant les Casques bleus des Nations unies peuvent constituer des crimes de guerre au regard du droit international et je rappelle à toutes les parties au conflit leur obligation de protéger le personnel des Nations unies et les civils», a affirmé M. Guterres dans une déclaration à la presse.

Il a soutenu que ces attaques dans le Kordofan du Sud contre les Casques bleus «sont injustifiables». «Les responsables devront rendre des comptes», a-t-il ajouté.

Le SG de l'ONU a réitéré son appel aux parties belligérantes à s'entendre sur un cessez-le-feu immédiat et à reprendre les négociations en vue d'un cessez-le-feu durable et d'un processus politique global, inclusif et mené par les Soudanais. Le chef des opérations de paix de l'ONU, Jean-Pierre Lacroix, a également vivement réagi dans un message sur les réseaux sociaux. Il s'est dit «choqué par cette horrible attaque» contre des Casques bleus de la FISNUA, affirmant que «les Casques bleus ne sont pas une cible» et que «cette attaque pourrait constituer un crime de guerre». Kadougli est la capitale de l'Etat du Kordofan du Sud, une région où de violents affrontements opposent les forces armées soudanaises aux paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR). Le conflit opposant, depuis deux ans et demi, l'armée soudanaise et les FSR, a causé le déplacement de millions de personnes à travers le Soudan.

R. I.

DANS LE CADRE D'UN ACCORD AVEC WASHINGTON

Minsk libère 123 prisonniers

À L'ISSUE de discussions avec les États-Unis sur les sanctions, la Biélorussie a procédé à la libération de 123 détenus. La décision concerne des ressortissants de plusieurs pays et s'inscrit dans un accord bilatéral prévoyant un assouplissement ciblé des restrictions américaines, notamment dans des secteurs économiques clés. Les autorités biélorusses ont annoncé la libération de 123 personnes détenues, dans le cadre d'un accord conclu avec Washington à l'issue d'une visite officielle de l'émissaire spécial de Donald Trump à Minsk. Cette décision s'inscrit dans un processus de négociations visant un allègement progressif des sanctions américaines, en particulier celles touchant le secteur stratégique des engrais. Les discussions, menées à huis clos pendant deux jours entre le président biélorusse Alexandre Loukachenko et l'envoyé américain John Cole ont porté sur deux axes principaux : la libération de détenus et la normalisation des relations bilatérales par la levée de « sanctions illégales ». Les deux parties ont évoqué la possibilité d'un rapprochement politique et économique, présenté comme une étape vers une stabilisation des relations entre les deux pays. Selon la présidence biélorusse, la mesure de clémence concerne des ressortissants de plusieurs pays, condamnés pour des infractions de nature diverse, notamment liées à l'espionnage, au terrorisme ou à des activités qualifiées d'extrémistes par la législation nationale. Bien que la majorité des personnes libérées soient de nationalité biélorusse, des citoyens américains, européens, ukrainiens, australiens et japonais figurent également parmi les bénéficiaires de cette décision. Plusieurs médias ont rapporté que des figures de l'opposition arrêtées après les élections présidentielles de 2020 feraient partie des personnes relâchées. Parmi elles figureraient des responsables politiques de premier plan, incarcérés à l'issue des troubles ayant suivi le scrutin. Ces libérations ne constituent pas un geste isolé. Elles s'inscrivent dans une série de décisions similaires prises ces derniers mois par les autorités biélorusses dans le cadre des échanges avec Washington. En parallèle, les États-Unis ont assoupli certaines sanctions visant la Biélorussie, notamment en levant des restrictions imposées à la compagnie aérienne publique Belavia.

R. I.

«OUI, MAIS...»

Zelensky ajuste le plan de Trump pour le rendre acceptable à Kiev, selon le WSJ

LE WALL Street Journal révèle que Volodymyr Zelensky, avec l'aide d'alliés européens, a élaboré une réponse conditionnelle au plan de paix américain. Il adopte une tactique de négociation «oui, mais…», essayant d'obtenir des conditions plus acceptables sans pour autant perdre le soutien des États-Unis. Avec l'aide de ses alliés européens, Volodymyr Zelensky a élaboré une réponse au plan de paix du président américain Donald Trump afin de le rendre acceptable pour Kiev sans pour autant rebuter Washington, a rapporté le Wall Street Journal (WSJ). Selon le journal américain, le chef du régime de Kiev utilise une stratégie « oui, mais... », qui repose sur l'acceptation des propositions américaines, mais à certaines conditions. Par exemple, il s'est dit prêt à organiser des élections, mais cela nécessiterait un cessez-le-feu. Ou il est prêt à accepter une limitation des effectifs militaires ukrainiens, mais dans les limites des effectifs actuels. Volodymyr Zelensky adopte la même position concernant la centrale nucléaire de Zaporojié et d'autres questions. Le WSJ a noté que cette tactique est une stratégie standard des négociateurs ukrainiens. Ils ont agi de la même manière avant l'accord avec les États-Unis sur les ressources minérales. Sur la question des territoires, le chef de l'État ukrainien tente également de ne pas rejeter directement le plan de Donald Trump, en demandant plus de détails. Par exemple, si les troupes ukrainiennes se retirent, « qu'est-ce qui dissuaderait » l'avancée des forces russes ? Ou qu'est-ce qui empêcherait Moscou de « s'infiltrer » dans la zone « sous le couvert de civils pour la contrôler » ? Au sujet de la tenue des élections présidentielles, Volodymyr Zelensky a déclaré le 11 décembre que les autorités de Kiev pourraient « essayer » de le faire, mais à condition de disposer d'un « volet sécurité » qu'il juge « indispensable ». Il a affirmé que les États-Unis étaient les mieux placés pour les fournir. Ces propos ont suscité une réaction ferme à Moscou. Le conseiller du président russe, Iouri Ouchakov, a estimé que cette perspective constituait avant tout un prétexte pour obtenir un cessez-le-feu temporaire, tandis que la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, a dénoncé un « nouveau niveau de cynisme ». « Je ne me souviens d'aucune autre nation qui ait exigé d'États tiers qu'ils garantissent l'organisation d'élections sur leur sol, sans reconnaître avoir perdu leur souveraineté », a-t-elle souligné.

R. I.

ENCADREMENT DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION DE NAÂMA

Plus de 900 enseignants contractuels formés

UNE SESSION de formation pédagogique au profit des enseignants contractuels intégrés au titre de l'année 2025, dans la wilaya de Nâama, concernera 934 stagiaires issus des trois cycles de l'enseignement. C'est ce qu'a annoncé, hier, la direction de l'Education.

Neuf établissements scolaires ont été mobilisés pour accueillir cette formation, dans les communes de Nâama, Mecheria et Aïn Sefra, selon la même source, ajoutant que la première session se déroulera du 20 au 31 décembre en cours. La formation vise à accompagner les nouveaux enseignants, à leur permettre de maîtriser les outils pédagogiques modernes et à garantir une intégration professionnelle et pédagogique efficace, conformément à la circulaire ministérielle 355 du 23 novembre 2025.

Elle devra également contribuer à renforcer les compétences de ces enseignants dans les domaines de la planification pédagogique et de l'évaluation des apprentissages dans les différentes matières, ainsi que l'amélioration de l'enseignement de la langue anglaise et de l'éducation physique.

La session de formation ambitionne, en outre, l'intégration des technologies modernes dans l'enseignement, en plus de l'acquisition de compétences en gestion pédagogique au sein des classes, a-indiqué la même source.

R. R.

JUMELAGE INTER-HÔPITAUX ENTRE BÉJAÏA ET DJANET

Renforcer l'accès aux soins spécialisés

UNE ÉQUIPE médicale pluridisciplinaire du Centre hospitalo-universitaire, CHU-Khelil Amrane de Bejaia s'est déplacée dans la wilaya de Djanet, dans le cadre d'un jumelage entre le CHU et l'établissement public hospitalier, EPH-Djanet. C'est ce qu'a fait savoir hier, cet établissement de santé.

Cette mission de cinq jours, programmée du 12 au l6 décembre, visait à renforcer « l'accès aux soins spécialisés, à assurer la formation du personnel médical local et à améliorer le suivi des patients de la région de Djanet », a précisé la même source.

L'équipe médicale est composée de spécialistes en cardiologie, en pneumo-phtisiologie, en chirurgie infantile, en anatomopathologie, en neurochirurgie, en gynécologie et en ophtalmologie, a noté la même source.

Par ailleurs, dans le cadre d'un jumelage entre le CHU de Béjaïa et l'EPH d'El Meniaa, 25 interventions chirurgicales ont été réalisées, dont 16 par le service de chirurgie infantile et 9 par le service de gynécologie, au cours d'une mission effectuée entre le 30 novembre dernier au 4 décembre courant, a-t-on souligné de même source.

En outre, 298 consultations spécialisées, notamment en cardiologie, en chirurgie infantile et en gynécologie ont été effectuées durant cette mission médicale, ont noté les services du CHU.

R. R.

NUTRITION DU SERVICE DE LA SANTÉ À CONSTANTINE

L'IA favorise la promotion et l'évolution

L'intelligence artificielle favorise la promotion et l'évolution du système alimentaire et nutritif L'intelligence artificielle s'impose aujourd'hui comme un outil stratégique pour moderniser le système alimentaire et nutritionnel et renforcer la santé publique. C'est ce qu'ont souligné, hier à Constantine, les participants au 2e Congrès international sur les sciences alimentaires (CISA 2025), en mettant l'accent sur son rôle en adéquation avec les priorités nationales en la matière.



« L'intelligence artificielle s'impose comme un levier stratégique pour transformer les sciences alimentaires et de la nutrition au service de la santé publique », ont considéré des spécialistes au premier jour de ce Congrès international placé sous le thème «Durabilité, innovation et santé ».

Grâce à sa capacité à analyser rapidement des données complexes, l'IA contribue à améliorer la qualité et la sécurité des aliments, à optimiser leur formulation et à développer une nutrition plus saine, a souligné la professeure Karima Benmohamed dans son intervention intitulée « L'IA au cœur de la médecine de précision ».

De sa part, la professeure Halima Boughelout, directrice de l'établissement organisateur de l'évènement à savoir l'Institut de Nutrition, d'Alimentation et des Technologies Agro-Alimentaires (INATAA) de l'université Frères Mentouri (Constantine 1), également présidente du Congrès, a insisté sur « l'impératif d'utiliser les moyens de l'IA pour l'optimisation de certains procédés et le perfectionnement des expériences et recherches en vue de trouver un profil ou un comportement nutritionnel adapté pour contrer les nouvelles habitudes alimentaire pas toujours saines ».

Dans ce contexte, la même spécialiste a insisté sur l'urgence de « favoriser l'innovation et des systèmes alimentaires plus durables en usant de l'IA qui joue désormais un rôle clé dans la promotion et l'évolution de ce domaine essentiel au bien-être des populations ».

Le CISA 2025 dont l'organisation s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique visant à développer la recherche algérienne dans ce domaine stratégique se poursuit jusqu'à lundi avec la participation d'une dizaine de pays étrangers comme la Pologne, la Tunisie, le Burkina Faso et la Belgique en plus de 350 participants des 4 coins du pays issus d'universités, centres de recherche institutions publiques et entreprises du secteur agro-alimentaire, selon les organisateurs.

Le Congrès international abordera 4 axes principaux à savoir « l'alimentation et la santé publique, l'alimentation fonctionnelle et la santé, produits innovants et santé ainsi que le volet en rapport avec l'IA dans les sciences alimentaires ».

R. R.

INFRASTRUCTURE DU SECTEUR HYDRAULIQUE DE TIARET

Lancement du projet de la réalisation d'un réservoir d'eau

LES TRAVAUX de réalisation d'un réservoir d'eau d'une capacité de 5.000 mètres cubes ont été lancés, récemment, dans la ville de Tiaret, dans le cadre du renforcement de l'alimentation en eau potable. C'est ce qu'a déclaré hier, M. Laïd Aïssani, directeur de l'Hydraulique.

A ce propos, M. Aïssani a précisé que ce projet, dont le coût de réalisation est estimé à 130,2 millions de dinars, est inscrit dans le cadre du programme spécial dont a bénéficié la wilaya pour l'alimentation en eau potable de la ville de Tiaret à partir du bassin hydrographique de « Chott Chergui », indiquant que sa mise en service est prévue dans un délai de 14 mois.

L'importance de ce réservoir, qui sera implanté dans la zone de « Zemala », sur les hauteurs de la ville, réside dans la mobilisation de quantités supplémentaires d'eau afin d'assurer une distribution continue, notamment pour les étages supérieurs du nouveau pôle urbain « Kermane ». Le raccordement de cette infrastructure, sur une distance de 1,7 km de canalisations, aux réservoirs avoisinants s'inscrit dans le cadre de l'interconnexion adoptée entre plusieurs réservoirs situés sur les hauteurs de la ville, afin d'éviter toute perturbation dans la distribution en cas de défaillance au niveau des forages ou des conduites d'amenées, a ajouté le même responsable.

Par ailleurs, une station de relevage des eaux usées au niveau du pôle urbain « Kermane » a été mise en service, à la fin de la semaine dernière, pour une enveloppe financière estimée à 105,6 millions de dinars.

Cette station, raccordée par 3,6 km de canalisations, permet de relever et de pomper 30 litres par seconde d'eaux usées vers la station d'épuration d'Aïn-Bouchekif.

Trois autres stations similaires devront être prochainement mises en service à Sidi El-Haouas (commune de Sebt), Bibane Mesbah et Aïn-Meriem (commune d'Aïn-Bouchekif), dans le but de mobiliser le maximum d'eaux usées à traiter et à réutiliser à des fins agricoles et de services, a conclu M. Aïssani.

R. R.

FESTIVAL INTERNATIONAL DU COUSCOUS

Quand Timimoun met le grain au cœur de l'histoire

À Timimoun, le couscous ne se contente pas d'être servi : il est raconté, interrogé, transmis. À l'occasion du Festival international du couscous, organisé du 11 au 14 décembre, ce plat emblématique s'est imposé comme un véritable fait de société, au croisement de l'histoire d'une vaste région, de ses cultures et de ses économies.

Conférences, échanges scientifiques et séances de dégustation ont permis de revisiter un héritage culinaire millénaire, inscrit depuis 2020 au patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'Unesco.
Réunissant des cuisiniers, chercheurs et professionnels venus de dix pays, dont le Sahara Occidental invité d'honneur, l'événement a mis en lumière la richesse des savoir-faire régionaux, le rôle central de la femme dans la transmission de ce patrimoine et la diversité des usages du couscous à travers l'Algérie et au-delà.
Ainsi, une conférence a été animée, à cette occasion sur l'histoire de ce plat en Algérie et sa dimension socioculturelle, sanitaire et économique, et une séance de dégustation a permis aux participants d'apprécier différentes préparations de ce plat populaire.
A cette occasion, Ouiza Gallèze, chercheure en anthropologie et facilitatrice à l'Unesco, est revenue, dans son exposé, sur l'origine du couscous, en tant que ''plat ancien à forte dimension sociale, reflétant la culture sociétale de l'algérien à travers ses moments de fête et de peine, la présence de la femme au de cette société et les valeurs de partage, d'entraide et de solidarité qu'il inspire''.
Mme. Gallèze, qui a contribué à la confection du dossier de classement du couscous à l'Unesco, a estimé au sujet de ce plat, ''qu'il s'agit là du grain et non de la sauce'', ajoutant que ''la culture du blé en Algérie est plus que millénaire, et était répandue dans la région méditerranéenne''.



L'UNIQUE PLAT DANS LE MONDE QUI A SES PROPRES USTENSILES

De son côté, Aicha Belahouache, cuisinière de Timimoun s'intéressant aux plats traditionnels, a précisé que la région est réputée pour la diversité de ses variétés de couscous, notamment le couscous ''Serayer'' roulé avec un savant mélange d'une quarantaine de plantes aromatiques séchées et moulues sous forme d'épice. Un plat souvent préparé pour les parturientes au regard de ses vertus thérapeutiques, en plus d'être conseillé pour les personnes souffrant du colon, de l'hypertension ou du diabète.
A noter que la cérémonie d'ouverture avait donné lieu aussi à une séance de dégustation de différents types de couscous, au cours de laquelle les participants ont pu apprécier des variétés traditionnelles de ce plat, préparées par des cuisiniers professionnels d'Algérie, Tunisie, Sahara Occidental et de pays africains où ce plat est répandu.
La société «Chohra Prod» organise cet évènement depuis 2018, pour ''faire connaitre à la fois le patrimoine culinaire de Timimoun à base de couscous, et la cuisine algérienne et ses liens avec l'art culinaire africain et arabe ainsi que l'artisanat traditionnel algérien''.

UNE OCCASION DE VALORISER LA VARIÉTÉ DE CE PLAT TRADITIONNEL

Les participants à cet évènement, ont souligné samedi à Timimoun, que cette manifestation est l'occasion de valoriser les différents genres de ce plat traditionnel.
Initiée sous le patronage des ministères du Tourisme et de l'Artisanat et de la Culture et des Arts, sous le signe «Plat de convivialité, mémoire et innovation», ce festival international (11-14 décembre) regroupe des cuisiniers et des chercheurs en gastronomie de dix (10) pays, dont le Sahara Occidental, invité d'honneur.
L'évènement, qu'organise la société «Chohra Prod» depuis 2018, vise à mettre en valeur le plat du couscous et à raffermir les relations culturelles entre l'Algérie et les pays du monde, selon les organisateurs.
Ismahane Bandaikha, chef de Tissemsilt, spécialisée dans les plats traditionnels, a indiqué que ce festival revêt une bonne opportunité de développer les échanges et expériences culinaires, de cuisiniers du pays et de l'étranger, notamment en matière de préparation du couscous, «un plat qui reflète la richesse de la gastronomie algérienne».
Elle a expliqué qu'elle entendait, à travers ce festival, promouvoir ce patrimoine culinaire traditionnelle, à l'instar du «couscous à l'origan et la menthe sauvage» et le «couscous fumé» (h'moum).
Mme Hadjila Ouali, représentante de la région de Cherchell (Tipasa), qui expose un autre type de couscous usité dans sa région, en l'occurrence le «Couscous au caroube», un plat autrefois servi avec du lait, a affirmé qu'elle cherche, lors de cette manifestation, à ressusciter ce plat.
Bouchra Adhamou, de la wilaya de Touggourt, a présenté, de son côté, un plat de «coucous au Bendreg» (pourpier) de la viande, très répandu et apprécié dans sa région.
Le président de la délégation irakienne présente au festival, Hocine Abdelkadhem, s'est dit «content» de cette manifestation qui met en valeur la riche gastronomie séculaire algérienne, et le rôle de la femme dans la préparation de ce plat qui traduit la profondeur de la culture algérienne avec ses valeurs authentiques, telle l'hospitalité.
Pour sa part, le chef-cuisinier camerounais Axel Mbetcha Tiezan, a dit avoir «apprécié» ce festival qui a connu une large participation nationale et des représentations étrangères, et «a permis de présenter les meilleurs plats de couscous produits par la femme algérienne, et les valeurs qu'il véhicule, dont l'amitié et la solidarité».
Le chef cuisinier libanais Haidar Khalil Daikh a estimé, pour sa part, que les manifestations de ce type sont mises à profit pour «nouer des relations et échanger des expériences en gastronomie de différentes cultures».

A. B. / Agences

ARTISSIMO MARE NOSTRUM DE LA NOUVELLE

Une première édition pleine de promesses

LA PREMIÈRE cérémonie annuelle de remise du Prix Littéraire Artissimo « Mare Nostrum de la Nouvelle », organisée, samedi soir, au Barbacane Casif de Sidi Fredj, a frappé un grand coup. En mettant les petits plats dans les grands, l'événement s'est aussitôt taillé, de toute évidence, une place de choix sur la scène littéraire algérienne, contribuant à en accroître le rayonnement et à mettre les talents émergents sous les feux de la rampe.
Devant un public composé d'écrivains, de professionnels du livre, d'acteurs culturelles, de journalistes, d'ambassadeurs et d'entrepreneurs, Artissimo a célébré son 25e anniversaire et officialisé la première « shortlist » de ce concours national dédié à la nouvelle. À l'issue d'une délibération minutieuse menée par le président du jury Lazhari Labter, entouré de Meriem Guemache, Mustapha Benfodil, Bachir Mefti et Hamid Bouhbib, et en présence d'un huissier de justice, cinq nominés par langue ont été retenus pour cette première édition. Selon les informations communiquées, le concours a reçu un total de 283 nouvelles littéraires dont 260 transmis au jury et qui répondaient au critères de sélection, réparties entre 179 textes en français, 27 textes en tamazight et 54 textes en arabe. Au terme de l'évaluation, les lauréats sont Khebour Hanane Dehbia en tamazight, Mir Mohamed en français et Hadji Mohamed Allaoua en arabe.



En cette circonstance, les jurys ont, unanimement, salué « la qualité remarquable des textes » reçus, lesquels témoignent, selon eux, de la richesse, de la diversité, et de l'avenir prometteur de la création littéraire algérienne. « Un grand merci à toutes les participantes et participants : vous avez été très nombreux à partager vos univers, votre créativité à travers vos nouvelles qui nous ont fait voyager. Nous fûmes heureux de constater la qualité des textes reçus, qui ont grandement honoré cette édition inaugurale », ont-ils précisé.
Lors de son discours inaugural dédié à cette cérémonie, la fondatrice d'Artissimo, Zafira Outarsi, a pris la parole, la voix teintée d'émotion et d'espoir : « Vous connaissez l'importance que représente le lancement d'un prix littéraire dans notre pays [Algérie]. Vous avez, certainement, pris la mesure de la symbolique que nous visons, celle de faire émerger la scène de la pensée, de la créativité et de l'imagination algérienne […]. Il est impératif que notre pays consacre le savoir et la connaissance comme valeurs suprêmes pour son développement, et qu'il soit tout aussi vital que nous partagions notre vision du monde en racontant l'histoire, les histoires à travers notre propre prisme […]. Ce que nous partageons, c'est une vision humaniste du monde, le besoin de participer à une Algérie épanouie, riche de son capital humain, reconnaissante envers les créateurs, les penseurs, les rêveurs, les bâtisseurs… ».
Créé, justement, à l'occasion du 25e anniversaire d'Artissimo et du lancement du Fonds à Impact SudGlobal en partenariat avec le banquier Fehmi Hannachi, le Prix Littéraire Artissimo Mare Nostrum se veut, convient-il de le rappeler, une initiative citoyenne et structurante, « pérenne », destinée à mettre en lumière les talents algériens, qu'ils résident en Algérie ou à l'étranger. Cette initiative a pour ambition de valoriser la diversité créative et intellectuelle du pays, tout en encourageant l'émergence de voix nouvelles dans la sphère littéraire. Le concours repose sur trois grandes lignes directrices. Tout d'abord, un thème libre qui offre aux participants une pleine liberté d'expression. Ensuite, il se distingue par la représentation des trois langues, mentionnés ci-dessus, permettant, de la sorte, une diversité culturelle et linguistique. Enfin, trois prix seront attribués, chacun d'une valeur de 300 000 DA, dans l'optique de récompenser les meilleures œuvres et d'encourager les auteurs à poursuivre leur cheminement créatif. Les invités interrogés ont, vivement, apprécié cette soirée chaleureuse, placée sous le signe du partage et de la reconnaissance mutuelle. À travers ce prix, Artissimo et l'ensemble des acteurs impliqués réaffirment leur conviction profonde que l'écriture est un vecteur puissant d'inspiration, d'élévation et de cohésion. Selon les organisateurs, la littérature éclaire la société et contribue à l'enrichissement du patrimoine culturel commun.

Khalil Aouir

CAN 2025

Vladimir Petkovic : aller le plus loin possible

Mon objectif principal, c'est de gagner des matchs. Point de vue mathématique, il faudrait passer le premier tour, mais, moi, j'aimerais aller le plus loin possible, même si je pense qu'on va aller étape par étape C'est certain, on a de l'ambition. Comme je l'ai dit, on veut rendre fier et content de nous le peuple algérien.

Les joueurs, eux aussi, sont fiers de la jouer. Néanmoins, c'est difficile de faire des promesses, mais on va se donner à fond, afin d'honorer la confiance des Algériens.›› En se montrant prudent dans ses propos, il évite sans doute de mettre trop de pression sur son groupe, en analysant ses propos.

PETKOVIC JUSTIFIE LES CHOIX BOULBINA ET BERKANE

Sous pression après deux éliminations précoces lors des précédentes éditions de la Coupe d'Afrique des nations, l'Algérie aborde ce tournoi au Maroc avec l'obligation de répondre présent. Conscient des attentes, Petković a insisté sur la complexité de l'exercice. « Ce n'est pas facile de faire les choix entre plusieurs joueurs. Nous avons vu 45 joueurs et ce qui était essentiel, c'est que le groupe soit bien ensemble », a-t-il expliqué, mettant en avant l'équilibre collectif avant toute autre considération Lors de la conférence de presse tenue ce samedi pour dévoiler la liste de l'équipe nationale en vue de la CAN 2025, Vladimir Petković a longuement justifié certains de ses choix, notamment la convocation de jeunes profils issus de la sélection A', à l'image de Boulbina et Berkane. Une décision qui s'inscrit dans une volonté claire de bâtir un groupe cohérent, tout en préparant l'avenir.

La présence de Boulbina et Berkane, tous deux nés en 2003, illustre également l'ouverture du sélectionneur envers les jeunes talents performants avec les A'. « J'ai toujours imaginé que des joueurs qui sont bons en A' puissent venir avec nous, d'autant qu'on peut avoir 28 joueurs », a-t-il souligné. Pour Petković, la CAN représente aussi un terrain d'observation, afin d'évaluer certains profils au plus haut niveau continental. Le sélectionneur a toutefois tenu à clarifier certains débats autour des absents. « Je n'ai pu prendre que les joueurs qui sont sur la liste élargie de 55. Je ne pouvais pas deviner que des joueurs allaient briller », a-t-il précisé, en référence notamment à Abada. Une mise au point destinée à rappeler que la planification s'inscrit dans un cadre précis, établi bien avant l'annonce officielle. Sur le plan technique, Petković a détaillé les caractéristiques des nouveaux venus. « Boulbina aime la profondeur et est efficace face au but. Berkane aussi, mais il joue bien dos au but », a-t-il expliqué, tout en soulignant la nécessité de voir leur adaptation au niveau A. Concernant Abada, le sélectionneur n'a pas fermé la porte : « Il a démontré sa valeur durant la Coupe arabe… ses caractéristiques peuvent être intéressantes pour l'équipe nationale ». À l'aube de son premier grand tournoi avec les Verts, Petković assume donc des choix à la fois pragmatiques et tournés vers l'avenir, dans un contexte où la CAN 2025 servira autant de test que de juge.

ATAL ET TOUGAÏ AU QATAR POUR DU TEMPS DE JEU »

Concernant Atal et Tougaï, ils étaient en Coupe arabe pour avoir des minutes dans les jambes », a expliqué le sélectionneur. Freinés ces derniers temps par des périodes d'irrégularité, les deux défenseurs avaient besoin d'enchaîner les matchs. Petković n'a d'ailleurs pas manqué de saluer leur apport durant cette compétition. « Je veux remercier les A' qui ont donné des minutes à ces joueurs. Atal et Tougaï ont donné un plus à cette équipe », a-t-il affirmé. Au-delà des cas individuels, ces choix traduisent une gestion globale de l'effectif, avec une passerelle assumée entre la sélection A et les A'. Une approche qui vise à maintenir un maximum de joueurs sous pression compétitive, tout en renforçant la cohésion et la profondeur du groupe. Interrogé sur les objectifs à la CAN 2025, Vladimir Petković s'est montré mesuré mais ambitieux. « Le principal objectif est de passer au deuxième tour, avec bien sûr l'envie d'aller le plus loin possible », a-t-il déclaré. Un discours prudent, à la hauteur des attentes et des blessures encore fraîches laissées par les précédentes campagnes continentales. Pour son premier grand rendez-vous à la tête des Fennecs, Petković semble ainsi privilégier une préparation rationnelle, fondée sur la forme, le temps de jeu et l'équilibre du groupe, dans l'espoir de remettre l'Algérie sur le chemin du succès en Coupe d'Afrique des nations.



LE CAS ABADA

Auteur de prestations très remarquées avec l'Algérie A' lors de la Coupe arabe, Achef Abada (26 ans) a logiquement suscité des interrogations quant à son absence. Vladimir Petkovic a reconnu avoir été agréablement surpris par le défenseur de l'ASO Chlef, tout en rappelant une contrainte réglementaire incontournable.

« Je ne peux convoquer que les joueurs figurant sur la liste élargie transmise à la CAF avant la Coupe arabe. Je ne peux pas lire l'avenir », a-t-il expliqué, soulignant que le nom d'Abada ne figurait pas dans cette première liste. Interrogé sur une éventuelle convocation si le joueur avait été inscrit, Petkovic est resté mesuré : « C'est de la spéculation. Abada a montré sa valeur pendant la Coupe arabe. Hier, il a un peu souffert, mais ses qualités peuvent être intéressantes pour l'équipe nationale.

BENTALEB, ABDELLI ET BOUANANI FACE À LA CONCURRENCE

Concernant Nabil Bentaleb, de retour en sélection en juin dernier et auteur de six apparitions depuis, dont trois comme titulaire, son absence est avant tout un choix sportif. Le récent retour de joueurs comme Ismaël Bennacer et Ramiz Zerrouki a en effet rebattu les cartes au milieu de terrain, renforçant la concurrence dans ce secteur. « Pour Bentaleb, c'est un choix technique. D'autres joueurs me donnent davantage satisfaction à son poste », a-t-il affirmé. Même logique pour Badredine Bouanani, dont le temps de jeu en club a pesé dans la décision : « C'est la même situation pour Bouanani. Il n'a pas beaucoup joué récemment et il est victime de la concurrence dans son coté. Enfin, malgré ses performances étincelantes en Ligue 1 avec Angers, Himad Abdelli n'a pas échappé à cette rude concurrence en sélection, notamment face à Ibrahim Maza et Houssem Aouar. Petkovic a résumé la situation sans détour : « Pour Abdelli, c'est la même chose que pour Bentaleb. C'est la concurrence. Dois-je sortir Maza ou Aouar pour Abdelli ? ». Alors que Aouar ne brille guère dans un championnat du Golfe et que Abdelli se montre étincelant en Ligue 1 française, le choix de Petkovic a laissé perplexe de nombreux observateurs.

« LE SOUDAN ? UNE ÉQUIPE TRÈS COMPACTE »

À compter de demain, l'EN entre dans la phase sérieuse en prévision de la CAN, et une fois tous les joueurs réunis au CTN de Sidi Moussa, un plan de préparation spécial est élaboré par le staff technique avant le déplacement chez le pays voisin :'' On aura quelques jours de préparation ici, le but est que tous les joueurs soient dans un même niveau physique avant le départ pour le Maroc. Une fois sur place, on commencera réellement la préparation du match contre le Soudan (24 décembre).'' À propos du premier adversaire des Verts à la CAN, il dira :

''Si on parle du Soudan, j'ai noté que c'est une équipe très compacte, qui joue sur la vitesse et les contre-attaques. On peut imaginer que la motivation sera plus grande. Nous, on est les favoris, mais il faudra le prouver sur le terrain.'' Alors que bon nombre d'observateurs estiment que l'Algérie bénéficiera de l'avantage de jouer au Maroc, dont le climat est plus frais par rapport à celui des pays subsahariens. « Non, rétorque Petkovic, je ne pense pas que le fait que la CAN se déroulera dans le nord de l'Afrique soit un avantage pour nous, car les équipes habituées au climat chaud s'adaptent facilement à des températures plus basses.''



CAN 2025 : La Côte d'Ivoire peut-elle garder son titre ?

Sous la direction d'Emerse Faé, la Côte d'Ivoire se présente au Maroc avec l'ambition de garder le trophée gagné chez elle en 2024. Quelles sont les chances des Éléphants de réussir ce que peu d'équipes ont réussi précédemment ? Éléments de réponse.

Quand il s'agit de donner les favoris de la CAN 2025, le Maroc, pays organisateur et numéro un africain au classement FIFA, et le Sénégal, son challenger dans ce « ranking » mondial, sont généralement cités en premier. Tenante du titre, la Côte d'Ivoire ne vient généralement qu'ensuite. Et pourtant, le sélectionneur, Emerse Faé, ne cache pas son ambition. « Nous sommes au Maroc pour prouver que ce qui s'est passé lors de la dernière CAN chez nous n'était pas dû à la chance, a dit l'ancien joueur de Nantes et de Nice à la RTI après l'annonce de sa liste pour cette 35e édition. Bien évidemment, dans une compétition comme la CAN, vous devez avoir de la réussite pour gagner. Mais notre succès n'était pas seulement lié à la chance. Nous allons donc au Maroc pour défendre notre titre et revenir en Côte d'Ivoire avec la coupe, pour mettre la quatrième étoile sur le maillot et prouver à toute l'Afrique que notre qualification pour la Coupe du monde et la victoire à la CAN n'était pas dues à la chance mais aux qualités et aux ressources de cette équipe, qui a le talent pour gagner deux Coupes d'Afrique d'affilée. » Comment la Côte d'Ivoire s'est-elle comportée depuis sa victoire à la CAN 2023, disputée sur ses terres en début d'année 2024 ? Plutôt bien. La « Séléphanto » s'est d'abord qualifiée sans trembler pour cette nouvelle édition du tournoi continental, malgré deux défaites concédées à la Sierra Leone et à la Zambie, qui terminera première de la poule. Plutôt poussive lors de ses matchs amicaux de préparation en juin 2025, l'équipe a en revanche déroulé dans son groupe de qualification pour la Coupe du Monde 2026, décrochant son billet sans trembler, grâce notamment à une défense de fer (0 but encaissé en 10 matchs) et une attaque de feu(25 buts marqués, avec certes les très faibles Seychelles parmi les adversaires). La Côte d'Ivoire présente une colonne vertébrale très solide, autour des tauliers Yahia Fofana, Evan Ndicka, Franck Kessié et Sébastien Haller. Le parcours réussi lors de la CAN 2023 a servi de base, mais pas seulement. A côté des éléments expérimentés qui forment l'ossature de l'équipe, Emerse Faé sait aussi s'appuyer sur des jeunes talents de très haut niveau. Deux d'entre eux ont apporté une électricité nouvelle dans leur compartiment de jeu respectif : le milieu de terrain relayeur de Trabzonspor Christ Inao Oulaï et l'ailier gauche du RB Leipzig Yan Diomandé. De



bon augure pour la Côte d'Ivoire dans la mesure où, lors de ses précédents sacres continentaux, l'escouade au maillot orange a toujours su apporter du sang neuf avant le coup d'envoi de la compétition. Confiant dans son effectif, le staff a pris la décision de se passer de Nicolas Pépé, à l'origine d'un double « bad buzz » sur les réseaux sociaux concernant les joueurs binationaux et le Maroc. Cet épisode pas prévu au programme sera-t-il de nature à ressouder le groupe ou à le diviser ? Début de réponse le 24 décembre, date de l'entrée en lice des champions d'Afrique contre le Mozambique. L'histoire est formelle : il sera tout sauf simple pour la Côte d'Ivoire de conserver le trophée acquis en février 2024 à Ebimpé. Depuis la fondation de la CAN, en 1957, seules trois équipes ont réussi le «back to back» en conservant leur titre. Ce fut le cas de l'Égypte en 1957 et 1959 et lors de son triplé historique en 2006-2008-2010, mais aussi du Ghana, sacré en 1963 et 1965, et du Cameroun, en 2000 et en 2002. Les statistiques des éditions récentes sont en revanche un peu plus encourageantes : sur les cinq dernières éditions, la Côte d'Ivoire en a gagné deux (2015 et 2023), s'affirmant comme une nation majeure du football africain.

ALGÉRIE, CÔTE D'IVOIRE… LE CAMP DE BASE DE CHAQUE SÉLECTION DÉVOILÉE

À une semaine du match d'ouverture, le guide de la CAN 2025 a levé intégralement le voile sur les camps de base des 24 équipes participantes. Du pays hôte, le Maroc, au tenant du titre, la Côte d'Ivoire, en passant par l'Algérie, le Cameroun, la RDC ou le Sénégal… voici un petit tour d'horizon. Pour une première dans l'histoire de la CAN, « chaque formation participant au tournoi au Maroc résidera dans son propre camp exclusif du début à la fin du tournoi », mentionne le guide ultime de la CAN 2025, dont les hostilités démarrent dès la semaine prochaine (du 21 décembre au 18 janvier).

LE MAROC ET L'ALGÉRIE À RABAT, LE CAMEROUN À TAGHAZOUT, LA CÔTE D'IVOIRE À MARRAKECH

Plus concrètement, « chacune des 24 équipes nationales disposera d'un camp de base comprenant un hôtel cinq étoiles ainsi qu'un centre d'entraînement » à la pointe incorporé d'un gymnase moderne, d'un centre médical et d'une zone de récupération. Ceci, afin d'en tirer le meilleur rendement possible. À domicile, l'équipe du Maroc prendra ses quartiers dans son fief habituel, le Complexe Mohammed VI de football, à Rabat. D'autres sélections s'installeront également dans la capitale : l'Algérie, attendue au Rabat Marriott dès le 19 décembre, le Bénin, la RDC ou encore la Tunisie. Le Burkina Faso et le Mali séjourneront de leur côté à Casablanca. Le Cameroun et le Gabon à Taghazout, la Côte d'Ivoire, championne en titre, à Marrakech (Park Hyatt) et le Sénégal au Fairmont de Tanger.

Le record de victoires à la CAN est détenu par l'équipe d'Égypte. Les Pharaons ont remporté le tournoi à sept reprises (1957, 1959, 1986, 1998, 2006, 2008 et 2010), démontrant leur domination sur le football africain. Les trois titres d'affilée décrochés au début des années 2000 (2006-2008-2010) marquent la période dorée du football égyptien et constituent un record jamais égalé.

Le 12 février 2024, la Côte d'Ivoire a remporté la dernière CAN en s'imposant en finale à domicile face au Nigeria (2-1). D'abord donnés morts puis qualifiés seulement parmi les meilleurs 3es, les Eléphants ont changé de sélectionneur en cours de route, Emerse Faé succédant à Jean-Louis Gasset, pour décrocher leur 3e étoile au terme d'un scénario digne d'une série Netflix !

L'équipe-type impressionnante des joueurs absents

À QUELQUES jours du coup d'envoi de la CAN 2025, le tournoi devra composer sans plusieurs stars du football africain. Entre blessures, non-qualifications, choix forts des sélectionneurs ou retraites internationales anticipées, voici une véritable équipe-type des joueurs absents, symbole à la fois de la densité du football africain… et de la cruauté du calendrier.

André Onana (Cameroun)

Entre tensions institutionnelles et mise à l'écart assumée, le gardien de Trabzonspor paie son conflit ouvert avec Samuel Eto'o. Un feuilleton extra-sportif qui prive la CAN de l'un de ses portiers les plus médiatisés.

Ola Aina (Nigeria)

Premier choix au poste de latéral droit, Aina revient d'une lourde blessure aux ischios ayant nécessité une opération. Son absence est un coup dur majeur pour le Nigeria, tant il apportait équilibre et constance.

Wilfried Singo (Côte d'Ivoire)

Blessé depuis fin novembre avec Galatasaray, Singo manquera la CAN alors qu'il était un pilier du couloir droit ivoirien. Sa polyvalence, entre piston et défenseur central, aurait été précieuse pour défendre le titre.

William Troost-Ekong (Nigeria)

Capitaine des Super Eagles et présélectionné pour la CAN, Troost-Ekong a annoncé sa retraite internationale après avoir été relégué dans un rôle secondaire. Il quitte la scène africaine avec un record historique : cinq buts marqués en CAN, un total jamais atteint par un défenseur.

Souffian El Karouani (Maroc)

Auteur de 14 passes décisives cette saison avec Utrecht, le latéral gauche paye la concurrence féroce chez les Lions de l'Atlas, accentuée par l'arrivée d'Anass Salah-Eddine. Une absence que Souffian El Karouani a publiquement eu du mal à digérer.

Thomas Partey (Ghana)

La non-qualification du Ghana prive la CAN d'un milieu de classe mondiale. Cadre des Black Stars, Partey ne disputera pas ce qui aurait pu être sa quatrième CAN, laissant un vide aussi bien technique que symbolique.

André-Frank Zambo Anguissa (Cameroun)

Blessé à la cuisse juste avant un rendez-vous capital en qualification de la Coupe du monde 2026 face à la RDC, le milieu de Naples est indisponible pour plusieurs mois. Son absence pèsera lourd. Et même sans blessure, le contexte tendu autour de la sélection camerounaise aurait pu fragiliser sa place.

Nicolas Pépé (Côte d'Ivoire)

Titulaire en club et en forme avec Villarreal, Nicolas Pépé paiera pourtant son absence à la CAN 2025. L'ailier ivoirien, pourtant régulièrement utilisé lors des qualifications, a été écarté par Emerse Faé dans un contexte extra-sportif tendu, après sa vidéo polémique sur le Maroc. Une décision vécue comme une « double peine » par le joueur, ciblé par des insultes racistes, et qui prive la Côte d'Ivoire d'un profil offensif expérimenté. D'une courte tête, nous l'avons préféré à Mohammed Kudus ou encore Antoine Semenyo dans ce onze.

Amine Gouiri (Algérie)

L'attaquant de l'OM a vu son rêve de CAN s'envoler après une grave blessure à l'épaule nécessitant une opération. Son forfait est un vrai coup dur pour Vladimir Petkovic, tant Gouiri s'imposait comme une option crédible en pointe. Son retour est espéré en janvier, mais trop tard pour le tournoi. D'où sa place en second attaquant, légèrement décalé à gauche, dans ce onze.

Yoane Wissa (RD Congo)

Véritable dynamiteur des Léopards, Wissa manquera la CAN après une blessure contractée en sélection en septembre dernier face au Sénégal. Tout juste revenu à la compétition et lancé avec Newcastle, un accord a été trouvé pour qu'il se concentre sur son club avant de revenir en mars pour les barrages intercontinentaux avec la RDC.

Serhou Guirassy (Guinée)

Co-meilleur buteur de la dernière Ligue des champions, Guirassy réalisait pourtant une campagne individuelle solide avec le Syli National. Mais la Guinée a échoué à se qualifier pour la CAN malgré ses six buts en qualifications. L'un des attaquants les plus en forme du continent regardera donc la compétition depuis son canapé.

L'un des meilleurs arbitres algériens déclare forfait

MAUVAISE nouvelle pour l'arbitrage algérien. Retenu parmi les arbitres centraux appelés à officier lors de la prochaine CAN TotalEnergies Maroc 2025, Youcef Gamouh a été contraint de déclarer forfait, à moins d'une semaine du coup d'envoi de la compétition. Âgé de 38 ans, le référé algérien figurait pourtant parmi les valeurs sûres du continent. Récemment, la FIFA l'avait sélectionné pour diriger des rencontres lors de la Coupe du monde U-20, disputée au Chili du 17 septembre au 19 octobre, une reconnaissance supplémentaire de son standing international. Selon un communiqué de la Fédération algérienne de football (FAF), Gamouh est indisponible pour raisons médicales. L'instance fédérale lui a d'ailleurs adressé un message de prompt rétablissement, confirmant implicitement son absence du rendez-vous continental. Considéré comme l'un des meilleurs sifflets algériens, Gamouh voit ainsi la CAN lui échapper au dernier moment. Une absence de poids pour l'Algérie, qui sera finalement représentée par quatre arbitres au Maroc, mais un seul arbitre central : Mustapha Ghorbal. Prompt rétablissement à Youcef Gamouh…

Qu'est-ce qu'un agent d'IA ?

L'IA agentique fait fureur, mais que peut-elle réellement faire pour vous ou votre entreprise ? Voici tout ce que vous devez savoir.



L'explosion de l'IA générative a conduit à l'émergence de nouvelles technologies qui repoussent les limites de l'assistance à l'IA telle que nous la connaissons. L'IA agentique est l'un des développements les plus récents et les plus populaires.

À la base, l'IA agentique est un concept simple. Il s'agit d'un assistant IA qui peut effectuer des tâches à votre place sans qu'on lui indique comment procéder à chaque étape.

Les applications peuvent être aussi simples que l'envoi de courriels en fonction de déclencheurs spécifiques ou aussi complexes que la conclusion d'une vente.

Ces types d'assistants peuvent permettre aux organisations et à leurs employés de gagner un temps considérable, qu'ils peuvent ensuite réaffecter à des tâches de plus haut niveau.

Cela vous semble trop beau pour être vrai ? Que vous souhaitiez vous familiariser avec le concept ou que vous commenciez à utiliser des agents d'IA, voici tout ce que vous devez savoir sur la technologie agentique.

Qu'est-ce qu'un agent d'IA ?

En fonction des cas d'utilisation, de l'offre de produits et de l'entreprise, vous pouvez trouver différentes définitions d'un agent d'IA.

Toutefois, d'une manière générale, un agent d'IA est un outil logiciel capable d'effectuer des tâches de manière autonome pour vous.

Pour ce faire, il peut utiliser une combinaison d'instructions fournies par l'homme et de déclencheurs environnementaux, ainsi que - et c'est peut-être l'élément le plus important - ses propres capacités de raisonnement pour déduire ce qui doit être fait et à quel moment.

L'agent d'IA est différent du chatbot et de l'assistants d'IA

"Les agents d'intelligence artificielle sont ceux à qui nous déléguons des tâches. Les agents d'IA fonctionnent par objectifs", explique Srini Iragavarapu, directeur d'AWS pour les applications d'IA générative. "Ils ont l'intelligence de réfléchir à ce qui est nécessaire pour accomplir une tâche. Ils peuvent déterminer les outils nécessaires. Si des informations supplémentaires sont nécessaires, ils reviennent vers vous et vous les demandent."

Ces agents d'IA diffèrent des autres technologies d'IA que vous utilisez peut-être déjà quotidiennement, comme les chatbots ou les assistants d'IA.

Car les agents peuvent exécuter des tâches en votre nom et s'identifier lorsqu'ils sont nécessaires.

Et ce au lieu de se contenter de vous fournir une réponse à partir d'un sous-ensemble prédéterminé d'informations. Par conséquent, la quantité d'assistance qu'il peut fournir aux particuliers et aux entreprises est nettement plus élevée.

Comment fonctionne un agent d'IA ?

Un agent d'IA s'appuie sur une technologie qui vous est probablement déjà familière. Par exemple, il exploite des outils tels que les grands modèles de langage (LLM), le raisonnement, le traitement du langage naturel, les longues fenêtres contextuelles, etc. pour exécuter des tâches de manière plus intelligente et plus adaptative.

"Les agents d'intelligence artificielle sont une capacité technologique qui utilise des capacités d'intelligence artificielle, notamment l'apprentissage automatique et le traitement du langage naturel, pour comprendre le contexte d'une interaction, d'un besoin client ou d'une transaction commerciale, puis appliquer l'automatisation pour gérer le flux de travail associé à ce contexte", selon Omer Minkara, directeur de recherche principal chez Aberdeen Strategy and Research.

Pour accomplir ses tâches, un agent d'IA s'appuie sur une combinaison de directives humaines et de données ou de contextes auxquels il a été autorisé à accéder.

Il peut également être conçu pour réagir à des déclencheurs externes, tels que la réception d'un courriel, qui peut déclencher une chaîne d'actions ou de décisions.

En fin de compte, les informations et le contexte qu'il utilise dépendent du cas d'utilisation spécifique de l'utilisateur, qui peut aller du plus simple au plus complexe, en fonction des besoins de l'entreprise.

"Cela va d'agents simples à des agents très très avancés", dit Richard Riley, directeur marketing de Power Platform chez Microsoft. "Les agents les plus simples peuvent n'utiliser qu'un ou deux fichiers".

Qu'est-ce qui différencie un agent d'IA d'un chatbot d'IA ?

Un chatbot d'IA peut fournir à un utilisateur la solution à une question en se référant à ses données de formation. Cependant, il ne peut effectuer que les tâches pour lesquelles il a été prédéterminé.

Un agent d'IA peut utiliser le contexte des informations qui l'entourent pour faire ses propres déductions et exécuter la tâche, ce qui nécessite un niveau de raisonnement plus élevé.

"Un chatbot est davantage un système de dialogue - vous pouvez simplement avoir une conversation avec lui", dit M. Iragavarapu. "Mais dans le monde des agents d'IA, les agents ne se contentent pas d'avoir des conversations avec vous, ils font aussi des choses en votre nom."

Passer des commandes de courses

Un exemple concret serait de passer une commande de courses. Si vous utilisez un chatbot ou un assistant d'IA pour demander ce qu'il faut commander pour le dîner, il sera en mesure de générer une liste et, dans les cas les plus avancés, même de passer la commande.

Cependant, il n'aurait pas la capacité d'analyse nécessaire pour intégrer d'autres contextes, tels que la vérification de ce que vous avez déjà dans votre réfrigérateur (si vous disposez d'un inventaire de maison intelligente), l'analyse de vos préférences alimentaires répertoriées dans votre application de santé, la coordination avec votre calendrier pour savoir quand vous serez à la maison pour recevoir la commande, etc.

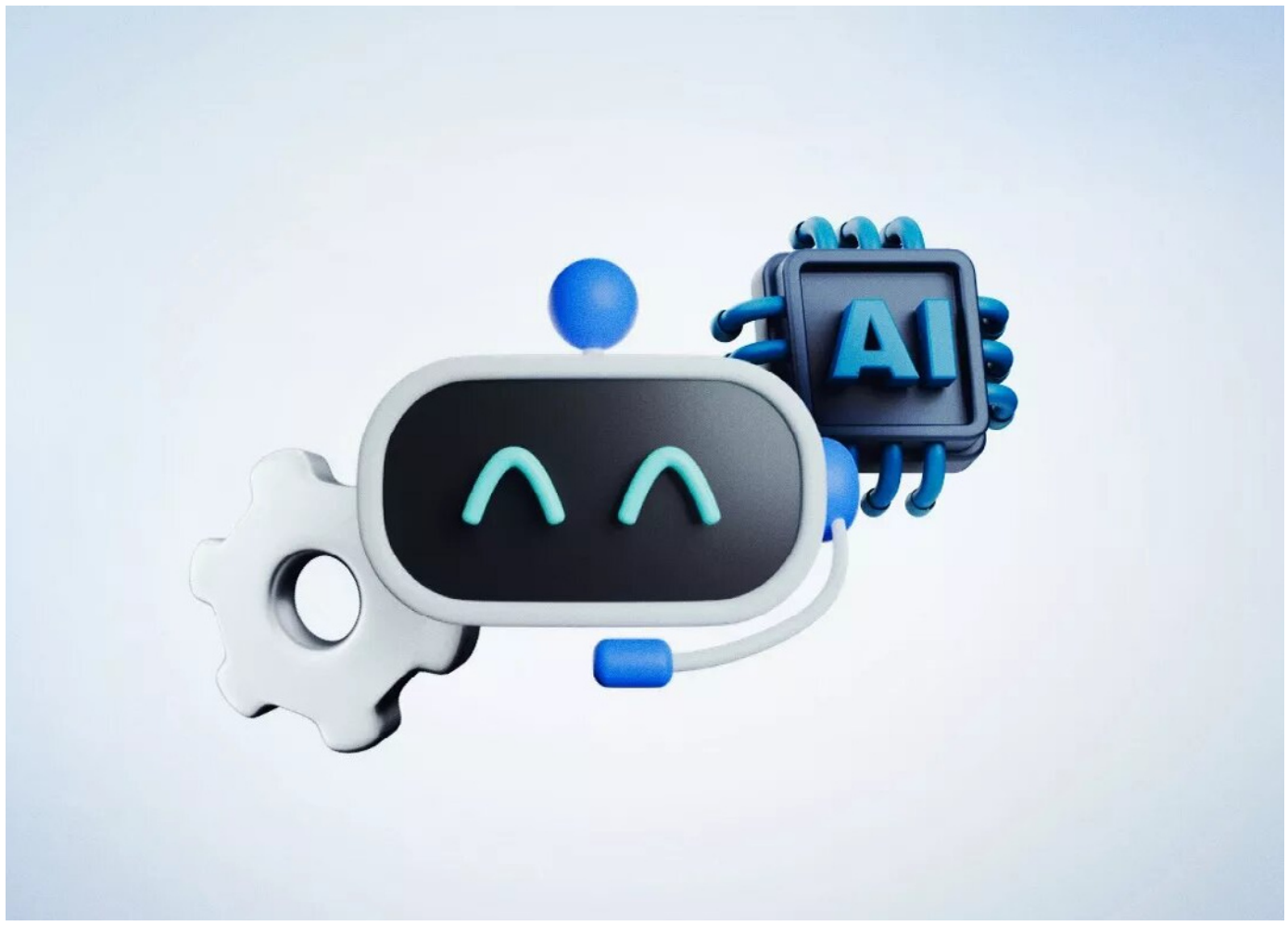
Quels sont les cas d'utilisation des agents d'IA en entreprise ?

Les cas d'utilisation des agents d'IA en entreprise peuvent être aussi simples ou aussi élaborés que vous le souhaitez. Certaines entreprises proposent des agents d'IA capables d'effectuer des tâches de manière autonome dans les domaines de l'approvisionnement, des ventes, des interactions avec les clients, etc.

Il s'agit davantage de comprendre l'art du possible que de se dire "voici un menu de 10 choses que vous pouvez faire avec des agents", car, en fin de compte, si vous pouvez construire quelque chose, vous pouvez construire n'importe quoi", dit M. Riley.

La décision de mettre en œuvre des agents d'IA dans votre flux de travail peut être écrasante, car il y a tellement d'offres dans de nombreuses fonctions d'entreprise différentes. Toutefois, pour commencer, il suffit d'identifier les processus de votre entreprise qui pourraient bénéficier d'une assistance supplémentaire...

SUITE ET FIN



Trouver le cas d'utilisation

"Tout d'abord, il faut trouver un cas d'utilisation qui compte pour vous", dit M. Riley.

Ces applications d'agents d'IA n'ont pas besoin d'être très élaborées. En fait, au lieu de chercher à mettre en œuvre des agents d'IA complexes qui s'attaquent à des défis en plusieurs étapes, il est préférable d'examiner de près vos propres processus d'entreprise et de choisir ceux qui auront un impact plus important, même s'ils se situent à l'extrémité la plus simple du spectre.

Selon Minkara, une façon de cadrer votre réflexion est d'imaginer que ces agents d'IA sont des employés destinés à aider à accomplir certaines tâches de niveau inférieur dans les flux de travail de votre organisation.

Considérer les agents d'IA comme vos employés

"La vision est que vous pouvez automatiser et faire en sorte que les agents d'IA soient en quelque sorte vos employés numériques qui gèrent un grand nombre d'interactions à faible complexité" dit M. Minkara.

Considérer les agents d'IA comme votre équipe d'employés peut vous aider à identifier les tâches que vous souhaiteriez déléguer à des employés supplémentaires si vous en aviez la possibilité et, à son tour, à maximiser l'utilisation de ces agents d'IA.

En outre, le fait de considérer le déploiement d'un agent d'IA comme l'embauche d'un employé peut vous aider à vous assurer que vous prenez les mesures appropriées avant d'"embaucher" ou de déployer des agents d'IA au sein de votre organisation.

Ne pas les déployer tel quel

Une erreur fréquente lors de l'utilisation d'agents d'IA est de les déployer tels quels et de penser qu'ils vont transformer votre entreprise. une exécution réussie nécessite une réflexion plus approfondie.

"Le cycle de recrutement dure généralement de deux à trois mois, au cours desquels vous discutez avec de nombreux responsables du recrutement pour vous assurer que l'employé possède les compétences et les connaissances nécessaires pour s'intégrer dans l'entreprise et l'exécuter, a déclaré M. Minkara. "Aujourd'hui, nous n'appliquons pas la même diligence aux agents d'IA".

Comment pouvez-vous commencer à utiliser un agent d'IA ?

Pour un client grand public ou un chef d'entreprise, il est plus facile que jamais d'accéder à un agent d'IA, car la plupart des grands fournisseurs de technologie proposent désormais une offre.

Parmi les entreprises disposant de leurs propres agents d'IA, citons Microsoft, Amazon, OpenAI, Google, AWS, Salesforce, Adobe, Zoom et Qualtrics, pour n'en citer que quelques-unes.

La plupart de ces entreprises disposent de systèmes intuitifs de création d'agents d'IA. Pour commencer, vous pouvez fournir des données de base et répondre à quelques questions.

Tester Deep Research

Pour les entreprises en particulier, il existe souvent des représentants de marque qui peuvent aider les entreprises à identifier les cas d'utilisation qui pourraient bénéficier de l'ajout de l'IA générative et les étapes nécessaires à leur mise en œuvre. Pour les entreprises, le choix d'un fournisseur peut se résumer à rester dans l'écosystème de fournisseurs que vous utilisez actuellement.

Il en va de même si vous êtes un consommateur désireux d'essayer la technologie par vous-même. Vous pouvez le faire au sein de la plateforme d'IA que vous utilisez déjà. Par exemple, ChatGPT et Google proposent tous deux Deep Research, une fonction d'agent qui recherche dans des centaines de sources sur le web et les compile dans un document soigné que vous pouvez facilement consulter, réalisant ainsi en quelques minutes ce qui vous prendrait autrement des heures.

Choisir l'un plutôt que l'autre peut se résumer à sélectionner ce qui vous est le plus familier.

Quels sont les éléments à prendre en compte avant de mettre en place des agents d'IA dans votre entreprise ?

L'évaluation de l'hygiène de l'infrastructure de données de votre entreprise est une pièce majeure du puzzle lorsque vous envisagez de mettre en œuvre des agents d'IA.

Ce n'est pas un nouveau conseil. Car c'est aussi un élément central dans la plupart des opportunités de transformation numérique. Mais c'est un aspect souvent négligé des flux de travail de l'entreprise.

> "Les algorithmes peuvent être excellents, mais si vos données sont incomplètes... vous risquez d'obtenir des résultats incompréhensibles", dit à ce sujet M. Minkara.

Quels sont les risques ?

Étant donné que les agents d'IA peuvent effectuer des tâches à votre place, on s'inquiète beaucoup de la possibilité que ces assistants deviennent malveillants et fassent des ravages dans vos flux de travail personnels ou ceux de l'entreprise.

Cependant, la première chose à retenir est qu'ils sont formés pour répondre à vos besoins spécifiques et qu'ils ne peuvent pas travailler en dehors de ces limites.

"Les agents d'IA ne peuvent faire que ce que vous leur permettez de faire. Il y a donc un ensemble d'actions que l'agent peut entreprendre et un ensemble de permissions que les agents ont dans le cadre de ces actions", a déclaré M. Riley.

Nul n'est infaillible

Cela ne signifie pas que les agents d'intelligence artificielle sont infaillibles. En fin de compte, il s'agit toujours de modèles d'IA et, comme on l'a vu avec des outils d'IA plus simples tels que ChatGPT, ils ont souvent des hallucinations ou produisent de fausses informations.

Même si ces agents d'intelligence artificielle sont capables de raisonner à un niveau plus élevé, cela ne les exempte pas des pièges traditionnels.

"L'intelligence artificielle est une intelligence, certes, mais elle reste artificielle, et il faudra toujours prévoir des lignes de natation autour d'elle", a déclaré M. Minkara.

Surveiller le processus de formation

Des mesures de protection adéquates peuvent empêcher ces pièges d'affecter votre entreprise.

Des précautions spécifiques peuvent être prises pendant et après le processus de formation pour garantir les meilleurs résultats.

"Lorsque vous créez ces agents, il est important de disposer d'ensembles d'évaluation, d'ensembles de données, d'analyses de la qualité et d'alarmes pour surveiller lorsque l'agent ne fonctionne pas comme prévu pour vos cas d'utilisation. C'est quelque chose que vous, en tant qu'entreprise et client, pouvez faire", dit M. Iragavarapu.

Un agent d'IA est-il la même chose qu'un AGI ?

Lorsqu'il est question d'agents d'IA, une autre préoccupation commune est la corrélation entre ces assistants et l'intelligence générale artificielle (AGI), un système d'IA si performant qu'il peut accomplir les mêmes tâches que les humains. De nombreuses entreprises travaillent actuellement à la réalisation de l'AGI. OpenAI a clairement indiqué qu'il s'agissait de son objectif ultime.

Même si les agents d'IA peuvent accomplir des tâches de manière autonome et donner aux utilisateurs un aperçu de l'AGI, ces technologies sont très différentes l'une de l'autre. L'AGI est beaucoup plus avancée et puissante, et il reste encore beaucoup de chemin à parcourir. De nombreuses recherches doivent être menées pour y parvenir, et même les experts ne s'accordent pas sur le temps qu'il faudra pour y parvenir.

"Je pense que l'AGI est le sommet du totem, et je suppose que nous pouvons l'appeler l'étoile polaire", dit Minkara.

Pour rappel, les agents d'IA ne peuvent travailler que dans les limites de ce que vous leur avez permis de faire. Ils ne prennent pas tout à fait les choses en main. Mais font plutôt ce qu'on leur dit de faire.

À quelle vitesse les agents d'IA devraient-ils se développer ?

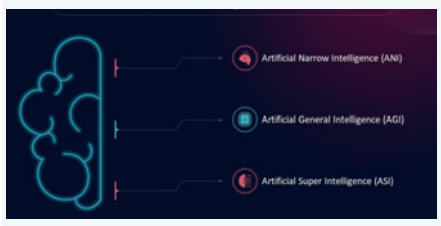
Si vous regardez les titres des journaux et que vous voyez des agents d'intelligence artificielle mentionnés partout, cela reflète les tendances actuelles. Une étude du Boston Consulting Group (BCG) prévoit que le marché des agents d'intelligence artificielle continuera de croître à un rythme rapide, avec un taux de croissance annuel moyen de 45 % au cours des cinq prochaines années.

En outre, dans un rapport publié en novembre 2024, Deloitte prévoit que 25 % des entreprises qui utilisent l'IA générative lanceront des projets pilotes d'IA agentique ou des preuves de concept en 2025. Ce chiffre devrait atteindre 50 % en 2027.

"Il y aura autant d'agents que de processus commerciaux, et il y a des milliards de processus commerciaux différents", a déclaré M. Riley.

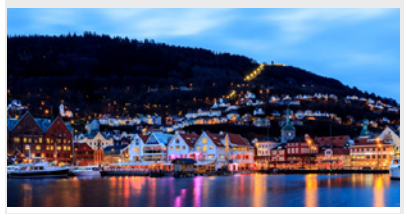
Les agents d'IA représentent la prochaine frontière de l'intelligence artificielle et, pour garder une longueur d'avance, le moment est venu d'étudier la manière dont ils peuvent être exploités stratégiquement pour stimuler la croissance et l'innovation dans votre entreprise.

Fonctionnement des agents IA



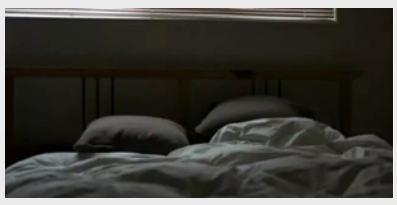
LES GRANDS modèles linguistiques (LLM) sont au cœur des agents d'IA. C'est pourquoi ces agents sont souvent appelés agents LLM. Les LLM traditionnels, tels que les modèles IBM Granite, produisent des réponses basées sur les données utilisées pour leur entraînement, mais ils sont limités en termes de connaissances et de capacités de raisonnement. En revanche, la technologie agentique utilise l'appel d'outils en arrière-plan pour obtenir des informations actualisées, optimiser les workflows et créer des sous-tâches de manière autonome afin d'atteindre des objectifs complexes.

Le pays le plus sûr au monde



GLOBAL PEACE Index est un rapport, publié par l'IEP (Institute for Economics and Peace), qui évalue chaque année le pacifisme des pays selon l'étude de plusieurs indicateurs tels que les conflits internes et externes, la sûreté et la sécurité sociétale, le taux de criminalité et de terrorisme, la militarisation…
Selon, un rapport le pays le plus sûr au monde est l'Islande suivi par le Danemark, l'Autriche, la Nouvelle-Zélande et la Suisse. L'Europe est le continent le plus pacifique, bien que le Royaume-Uni soit classé 47eme, la France 48eme et la Turquie 128eme.
A l'autre extrémité du spectre, on trouve la Syrie, Le Soudan du Sud, l'Afghanistan et l'Iraq.

Le record pour la plus longue période sans sommeil est de 11 jours !



EN 1964, Randy Gardner un lycéen de la Californie aux USA a battu le record de la plus longue période sans sommeil, en effet, il est resté éveillé pendant 264 heures, plus exactement 11 jours et 25 minutes. Ce record est toujours détenu par le même homme.
Le docteur William C. Dement, spécialiste du sommeil de l'université de Stanford a assisté à ce record et la santé de Gardner a été surveillée par le lieutenant-commandant John J. Ross. On prétend souvent que l'expérience de Gardner a démontré que la privation extrême de sommeil avait peu d'effet, mis à part les changements d'humeur associés à la fatigue. Cela est principalement dû à un rapport du chercheur William Dement, qui a déclaré que le dixième jour de l'expérience, Gardner avait pu battre son ami au flipper.
Cependant, John J. Ross, qui a surveillé sa santé, a signalé de graves changements cognitifs et comportementaux. Ceux-ci incluaient des problèmes de concentration et de mémoire à court terme, des sauts d'humeur, des hallucinations et de la paranoïa.

J Indépendant LE SAVIEZ VOUS

Un million d'euro pour la première œuvre d'un robot humanoïde vendue aux enchères



L'œuvre "A.I. God", réalisée par le robot "Ai-Da", a pulvérisé les prévisions de vente. Un record qui "marque une étape de l'histoire de l'art moderne et contemporain".



Un portrait du mathématicien anglais Alan Turing a été octroyé jeudi 7 novembre 2024 pour un million d'euros, devenant la première œuvre d'art réalisée par un robot humanoïde vendue aux enchères, a annoncé Sotheby's.

L'œuvre, intitulée « A.I. God »

(Dieu de l'intelligence artificielle ou IA), réalisée par « Ai-Da », le premier robot « artiste » ultraréaliste au monde, a pulvérisé les prévisions et atteint 1,08 million de dollars lors d'une vente en ligne par la maison d'enchères.

Le portrait d'Alan Turing

« Le prix de vente record atteint aujourd'hui pour la première œuvre d'art d'un robot artiste humanoïde mise aux enchères marque une étape de l'histoire de l'art moderne et contemporain et reflète l'intersection croissante entre la technologie de l'intelligence artificielle et le marché mondial de l'art », a déclaré la maison de vente.
« La valeur fondamentale de mon travail est sa capacité à servir de catalyseur au dialogue sur les technologies émergentes », a déclaré le robot, qui s'exprime par le biais d'une IA.
Selon Ai-Da, le « portrait du pionnier Alan Turing invite les spectateurs à réfléchir à la nature divine de l'IA et de l'informatique tout en considérant les implications éthiques et sociétales de ces progrès ».
Le robot ultraréaliste ressemble à une femme avec de grands yeux et une perruque brune, et est l'un des plus perfectionnés au monde.
Ai-Da porte un nom inspiré d'Ada Lovelace, considérée comme une pionnière de l'informatique, et a été conçu par Aidan Meller, spécialiste de l'art moderne et contemporain.
Ce robot, qui utilise l'IA pour créer des tableaux ou des sculptures, dispose de caméras dans ses yeux et ses mains bioniques. Il se déplace et s'exprime de manière autonome, sans intervention humaine.

Une plaque "Polizei" repérée en Belgique: quelles sont les conditions pour en acquérir une?



UNE FERRARI F12 a été repérée à Gand avec un plaque d'immatriculation mentionnant "Polizei", soit "police" en allemand. Le prix de départ d'une Ferrari F12 Berlinetta est de 358.982 euros. Le coût d'une plaque personnalisée - soit 1.000 euros - a donc représenté une bagatelle pour son propriétaire. Mais ce dernier avait-il le droit de choisir la mention "Polizei"? Les règles autour de cette petite extravagance - pour les automobilistes qui peuvent se le permettre - sont détaillées sur le site du SPF Mobilité. Par exemple, la combinaison de votre plaque ne peut commencer par les lettres "CD", afin d'éviter la confusion avec les plaques des corps diplomatiques. Ou encore par les lettres "TX" et "TL", afin d'éviter le même souci avec les plaques des taxis. Une liste noire des combinaisons interdites a également été établie et s'applique à chaque demande de plaque personnalisée.

Comment un manchot a provoqué le crash d'un hélicoptère en Afrique du Sud

Heureusement, aucun blessé n'est à déplorer dans cet accident qui a eu lieu sur Bird Island, minuscule îlot au large de la côte sud-est de l'Afrique du Sud.

UN MANCHOT transporté dans une boîte en carton non arrimée a provoqué le crash d'un hélicoptère sur Bird Island, minuscule îlot au large de la côte sud-est de l'Afrique du Sud, sans faire de victime, a indiqué la direction de l'aviation civile.
Le 19 janvier 2025, le petit hélicoptère transportant quatre personnes effectuait un survol de l'île abritant près de 2000 manchots du Cap, espèce en voie de disparition.

Aucun blessé

Après avoir atterri, un « spécialiste » à bord de l'hélicoptère a demandé à « transporter l'un des manchots » vers la grande ville côtière de Gqeberha (ex-Port Elizabeth), selon le rapport d'incident publié ce mercredi 9 avril 2025 par la direction sud-africaine de l'aviation civile.
Le passager assis sur le siège avant gauche a placé la boîte en carton contenant le manchot sur ses genoux et l'a tenue avec ses mains.

Direction sud-africaine de l'aviation civile

Lors du décollage, à environ 15 mètres au-dessus du sol, la boîte en carton « a glissé vers la droite et sur le manche cyclique du pilote », entraînant le basculement de l'hélicoptère vers la droite et la collision des pales avec le sol. Si l'hélicoptère a été sérieusement endommagé, aucun des passagers n'a été blessé et le volatile est « également indemne », précise le rapport. Des photographies jointes au rapport montrent l'hélicoptère blanc gisant sur l'îlot, le cockpit détruit, ainsi que l'oiseau dans une boîte en carton aux airs de nid de fortune.



Des satellites à la dérive? Les scientifiques craignent un vaste mouvement des pôles



Des scientifiques expliquent que l'axe de rotation de la Terre, et donc la position des pôles, va changer dans les prochaines décennies. Cela serait directement dû au changement climatique induit par les humains.

Le changement climatique provoqué par l'Homme ne cesse d'avoir des conséquences désastreuses. La dernière en date est loin d'être anecdotique. Dans une étude publiée dans Geophysical Research Letters, des scientifiques alertent : la montée des eaux pourrait entraîner une déviation des pôles dans les prochaines années. La fonte des glaces redistribue la masse globale des océans sur la planète. Or, cela pourrait avoir un effet direct sur les pôles Nord et Sud de notre planète. Les scientifiques estiment que les pôles pourraient être déplacés de 27 mètres vers l'Ouest d'ici 2100. Si ces quelques mètres ont de l'importance, c'est parce qu'ils seraient la preuve que l'axe de rotation de la planète a, lui aussi, changé.

Les mesures prises pour contrer le changement climatique ne renverseront pas complètement la tendance

Lorsqu'elle tourne, la Terre a tendance à osciller le long de son axe de rotation. Ce phénomène, tout à fait normal, est souvent dû à des changements de pression atmosphérique, des forts courants océaniques ou des interactions entre le noyau et le manteau terrestres. Les scientifiques de l'université de Zurich pensent que l'ajout de la fonte des glaces dans cette équation pourrait avoir des effets irréversibles sur l'axe de rotation terrestre. Mostafa Kiani Shahvandi, auteur principal de l'étude, explique à Live Science que "ce que les humains ont fait a eu plus d'effet sur les pôles que les derniers âges de glace".

Pour tester leur théorie, les chercheurs ont analysé le mouvement des pôles entre 1900 et 2018 et modélisé la fonte des glaces et la montée des eaux jusqu'en 2100. Ce second jeu de données est toutefois incertain. En fonction des mesures prises dans les prochaines années pour endiguer le changement climatique et cesser l'émission des gaz à effet de serre, le constat sera plus ou moins problématique. Si rien n'est fait, les pôles bougeront de 27 mètres vers l'ouest, disent les scientifiques. Même dans le cas de figure le plus optimiste, on assistera tout de même à un déplacement de 12 mètres vers l'ouest par rapport à la position du pôle nord en 1900.

Des difficultés à venir sur le plan spatial

S'il ne s'agissait que d'un déplacement géographique des pôles, il n'y aurait pas de quoi s'inquiéter. Mais cela signifie en réalité que l'axe de rotation de la planète va changer. Or, tous les satellites et les systèmes de navigation spatiaux sont basés sur l'axe actuel. S'il change, il sera bien plus difficile de localiser les différents objets spatiaux actuellement lancés en orbite.

Mostafa Kiani Shahvandi ne compte pas arrêter ses recherches ici. Son prochain objectif est d'analyser les données paléoclimatiques connues pour déterminer les effets des vagues de changement climatique naturelles dans le temps sur la position des pôles. On pourrait ainsi connaître l'effet concret de l'Homme.

Au large du Bélize, le Grand Trou Bleu conserverait la "mémoire" des ouragans survenus depuis 5700 ans





Un prélèvement réalisé au fond du Grand Trou Bleu, un cénote marin des Caraïbes, a fourni aux scientifiques des données d'une ancienneté inégalée sur les tempêtes tropicales et les ouragans – des phénomènes dont la fréquence augmente avec le changement climatique (université Goethe de Francfort).

Une plateforme de forage flottant au-dessus d'un "trou", ce n'est pas banal ! D'autant que le cénote de Taam Ja, surnommé le "Grand Trou Bleu" (Great Blue Hole, en anglais), n'a nul besoin d'être creusé, ce joyau naturel du Bélize étant né de l'effondrement du toit d'une grotte karstique lors de la dernière période glaciaire.

Placé là en 2022 par une équipe de scientifiques, l'engin visait en fait à percer le fond marin, à plus d'une centaine de mètres sous la surface, afin d'en remonter une carotte de sédiments de 30 mètres de long. L'analyse de ce prélèvement exceptionnel vient de faire l'objet d'une étude publiée dans la revue Science Advances (D. Schmitt et al., 2025).

"Nos résultats suggèrent que quelque 45 tempêtes tropicales et ouragans pourraient passer au-dessus de cette région au cours de notre siècle", affirme dans un communiqué de l'université Goethe de Francfort le Pr Eberhard Gischler, qui a supervisé les travaux. Mais d'où sort ce chiffre ?

Une archive naturelle au fond de l'eau

Lors d'une tempête ou d'un ouragan, les sédiments se déposant au fond de la mer se composent de particules plutôt grossières, appelées "tempestites".

Tandis qu'en temps normal, les dépôts sont relativement fins, comparent les auteurs de l'étude. Or, le Grand Trou Bleu correspond à l'accumulation de couches sédimentaires… depuis 20 000 ans !

Le Taam Ja sert ainsi "d'archive naturelle" pour les événements météorologiques extrêmes. "En raison des conditions environnementales uniques, notamment des eaux de fond sans oxygène et des multiples couches d'eau stratifiées, les sédiments marins fins ont pu s'y déposer en grande partie sans être perturbés", explique le premier auteur, Dominik Schmitt.

Concrètement, au sein de la carotte prélevée, ces dépôts "ressemblent un peu à des cernes d'arbres, ces couches annuelles alternant entre le gris-vert et le vert clair en fonction de la teneur en matières organiques" dans le bois, décrit le chercheur. Les "tempestites", elles, se distinguent par leur granulométrie, c'est-à-dire la taille des grains, leur composition ainsi que leur couleur (beige-blanc).

4 à 16 tempêtes et ouragans par siècle

L'équipe de recherche a donc pu identifier et dater avec précision un total de 574 tempêtes et ouragans survenus au cours des 5 700 dernières années dans le sud-ouest des Caraïbes – soit entre quatre et seize par siècle. En comparaison, les données issues d'instruments de mesure et les archives humaines disponibles à ce jour ne couvraient, elles, que les 175 dernières années !

L'analyse des couches sédimentaires correspondant aux tempêtes des deux dernières décennies soulève toutefois une certaine inquiétude pour le futur. L'estimation des scientifiques pour le siècle à venir – 45 tempêtes tropicales et ouragans – "dépasserait de loin la variabilité naturelle des derniers millénaires", souligne en effet le Pr Gischler.

Les fluctuations naturelles du climat ne peuvent selon lui expliquer cette augmentation, probablement liée au réchauffement en cours.

La hausse de la température des océans ainsi que le renforcement des épisodes La Niña à l'échelle mondiale créent en effet les "conditions optimales" pour la formation plus fréquente de tempêtes, mais également pour leur intensification rapide, prévient-il.

Appartement A vendre

Vente Appartement F3 · Ruisseau-Alger, en face Tramway et le métro.
(Les Fusillés), à coté de les moyens de transports.
Téléphone : 0772.39.99.06 - 0542.57.58.11



www.jeune-independant.net
Fondé le 28 mars 1990
QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Maison de la Presse
Tahar-Djaout
1, rue Bachir-Attar,
Place du 1er-Mai
16016 Alger

Tél. :
(020) 06.44.02
(070 25.19.19
Fax : (020) 06.38.26

Edité par la SARL Groupe Presse et Communication au capital de 9 764 000 DA
*****

Gérant
ALI MECHERI
Directeur de la publication
BOUDJEDRI TAHAR
(KAMEL MANSARI)
*****

IMPRESSION
SIMPRAL
******

PUBLICITÉ
Régie pub JI
Tél. : (021) 66.26.13
Fax : (021) 66.06.10
jeuneindependant@yahoo.fr
CONTACTEZ AUSSI
ANEP
« POUR VOTRE PUBLICITE S'ADRESSER A : L'Entreprise Nationale de communication, d'Edition et de Publicité » Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger.

Téléphone : (020) 05.20.91
(020) 05.10.42
Fax: (020) 05.11.48
(020) 05.13.45
(020) 05.13.77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz
******

BUREAUX RÉGIONAUX

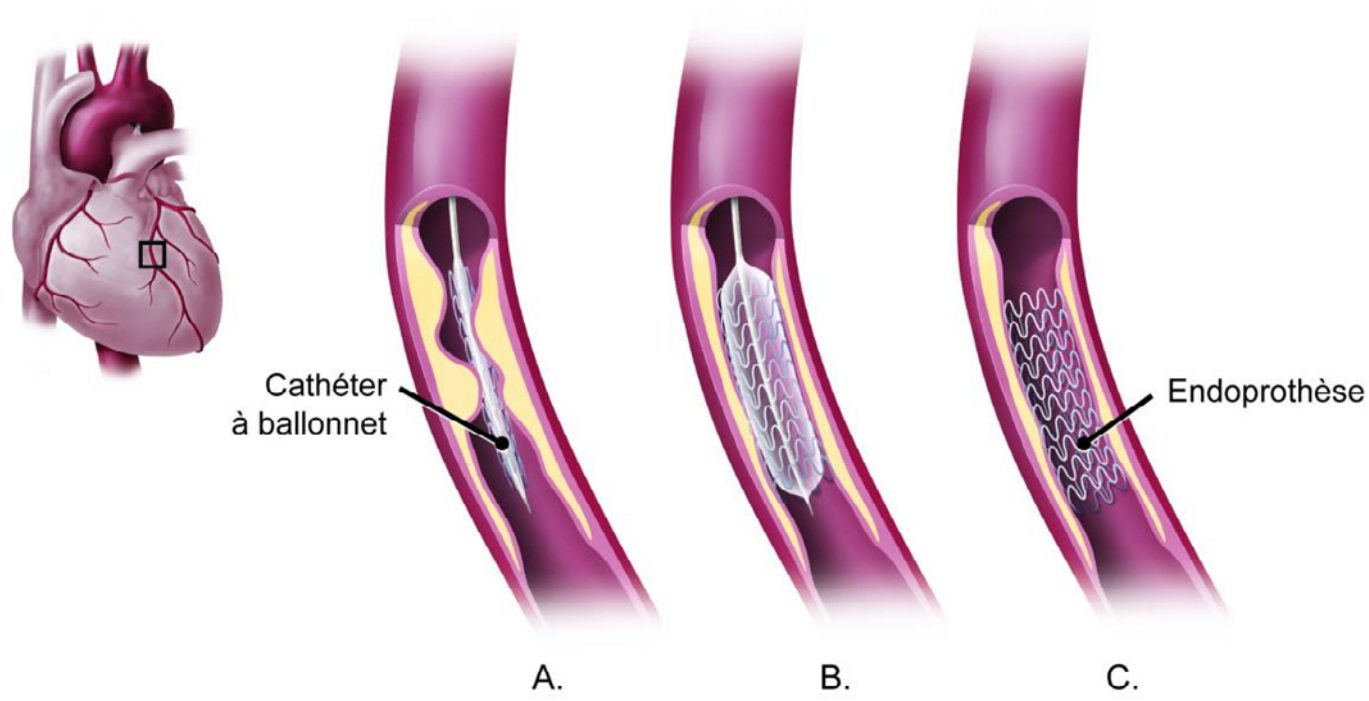
- Annaba
  3, rue Ibn Khaldoun, Annaba
  Mob. :
  (0662) 18.41.81
  Fax :
  (038) 80.20.36
- Tizi Ouzou
  6, rue Capitaine Si Abdallah
  15 000
  Tizi Ouzou
  Tél. :
  (026) 22.95.62
  Fax : (026) 22.95.62
- Constantine
  Maison de la persse Ahmed Taâkoucht,
  Constantine
  Tél-Fax :
  (031) 66.32.64
- Bejaïa
  Bejaïa : Centre Commercial SABRACHOU, Quartier Sghir
  Bureau N° 10
  N° Tél :
  034-12-66-21
  Email : ljibejaia@yahoo.fr
- TipasaB.P. 66-A
  42 000 Tipasa
  Tél. :
  (024) 43.60.26

© 1990-2025

Jeune-Indépendant. Tous droits réservés. Reproduction partielle ou totale, par quelque procédé que ce soit, interdite sans autorisation expresse de la Direction.
Les documents remis, envoyés ou électroniquement transmis au journal ne sont pas retournés et ne peuvent faire l'objet d'aucune réclamation, sauf accord écrit préalable.

Angioplastie : risque, espérance de vie, quand poser un stent ?

Un stent coronaire permet d'éviter de nouvelles obstructions ou un rétrécissement de l'artère.



L'angioplastie est est un traitement de choix qui permet de rétablir la circulation sanguine quand une artère est bouchée. Elle peut être indiquée lors d'un infarctus du myocarde, d'un accident ischémique cérébral ou oculaire ou en cas de maladie rénale ou d'artériopathie des membres.

Types d'angioplastie
On distingue plusieurs types d'angioplastie :

L'angioplastie coronaire qui permet de dilater les artères coronaires sténosées (ou "bouchées") lors d'un infarctus du myocarde pour rétablir une bonne irrigation sanguine des muscles du cœur.
L'angioplastie transluminale qui consiste à passer un tube fin (cathéter) via la peau (voie percutanée) dans le système artériel. Le cathéter comprend un ballonnet à son extrémité.
Le cathéter est déplacé dans le système artériel jusqu'à ce que le ballonnet atteigne le rétrécissement artériel dans l'artère vertébrale. Le ballonnet est ensuite rapidement gonflé, ce qui étire l'artère (angioplastie) et réduit ainsi le degré de rétrécissement.
Dans le cas de cette angioplastie, un stent est ensuite inséré dans l'artère pour prévenir un nouveau rétrécissement.
L'angioplastie carotidienne concerne les personnes victimes d'un accident ischémique cérébral ou oculaire causé par un rétrécissement (par une plaque d'athérosclérose) d'une des artères irriguant le cerveau (l'artère carotide interne). La technique est la même que pour d'autres régions.

En quoi consiste l'opération ?

L'angioplastie permet d'élargir les artères obstruées par un caillot à l'aide d'un cathéter (petit tube flexible) dont l'extrémité est munie d'un ballonnet gonflable.
Le cathéter est inséré par le médecin dans l'artère et, lorsqu'il est bien positionné, il gonfle le ballonnet pendant un court moment pour élargir le vaisseau et ainsi améliorer le flux de sang. Dans la plupart des cas, le médecin place une endoprothèse aussi appelée "stent" à l'intérieur de l'artère une fois qu'elle est élargie. Ce stent métallique réduit le risque que cette partie du vaisseau rétrécisse de nouveau. Il arrive parfois, au bout de plusieurs semaines ou plusieurs mois, qu'un caillot sanguin se forme au niveau du stent, risquant ainsi de boucher l'artère. Un traitement anticoagulant permet alors de résorber ce caillot. Une radiographie peut être effectuée pour s'assurer de la place du ressort.

Comment se passe l'opération ?

L'angioplastie se déroule dans une salle de radiologie, dans les conditions de stérilité nécessaires à l'introduction d'une sonde dans les artères. Une anesthésie locale est administrée au point d'entrée, et parfois générale si nécessaire, mais elle est en général non douloureuse.
Le cathéter est introduit soit depuis l'artère fémorale située au pli de l'aine, soit depuis l'artère humérale ou radiale située au pli du bras ou au poignet. L'intervention se déroule sous contrôle radiologique en injectant de petites doses de liquide de contraste permettant d'opacifier l'artère.

Durée

L'intervention dure en général une à deux heures. Ensuite, le patient est surveillé et doit garder pendant quelques heures un dispositif de compression sur le point d'entrée du cathéter et rester allongé pendant environ 24h en cas de cathétérisme au pli de l'aine. En principe, il peut quitter l'hôpital le lendemain de l'angioplastie.

Risques

Malgré les progrès techniques, l'angioplastie comporte un risque de complications et d'échec dans 5% des cas :
Allergie le plus souvent liées à l'utilisation de produit de contraste iodé ou d'anesthésique local.
Hématome au point de ponction qui se traduit par un aspect bleuté qui peut persister plusieurs jours mais qui est habituellement sans conséquence.
Obstruction ou blessure d'une artère qui nécessite une réparation chirurgicale et parfois une transfusion sanguine.
Echec de l'angioplastie ou récidive (resténose).
La survie globale à 2 ans serait de 85% et à 3 ans de 75%.

Convalescence après

La convalescence dépend de l'indication de l'angioplastie. Mais dans la plupart des cas, le jour du retour à domicile, il est déconseillé de conduire soi-même, mais plutôt de se reposer. En général, la journée suivante, et après l'accord du médecin, il est possible de reprendre graduellement les activités habituelles.

A retenir

► L'angioplastie permet de rétablir la circulation sanguine dans une artère bouchée.

► La technique du ballonnet consiste à gonfler un petit ballonnet dans l'artère pour écraser la plaque d'athérome et agrandir le diamètre de l'artère.
► La technique du stent consister à poser un mini-ressort dans l'artère pour éviter qu'elle ne se rebouche.

► L'angioplastie comporte un risque de complications et d'échec dans 5% des cas.
► La convalescence dépend de l'indication de l'angioplastie.

Voilà les aliments les plus riches en magnésium, essentiels contre la fatigue



LA MAGNÉSIUM est essentiel pour ne pas être fatigué. Il participe aussi à la régulation du système nerveux et à la solidité des os. Vous êtes fatigué(e) en ce moment ? Du mal à vous lever ? Peut-être manquez-vous de magnésium ? La femme a besoin d'environ 300 mg de magnésium par jour et l'homme 380 mg. Pour couvrir ses besoins, il faut choisir les bons aliments.

Le chocolat noir 70%

Le cacao est l'un des aliments les plus connus pour sa richesse en magnésium. C'est pour cette raison que le chocolat noir a un intérêt nutritionnel. "Nous parlons souvent du chocolat, mais c'est réellement le cacao qui renferme le magnésium : comptez 120 milligrammes pour 100 grammes de cacao. Le chocolat doit au minimum à 70 % de cacao pour apporter un réel intérêt", tient à préciser Florence Foucaut, diététicienne-nutritionniste et membre de l'AFDN. 2 carrés de chocolat à 70% de cacao apportent environ 24 mg de magnésium. En revanche, le chocolat blanc et le chocolat au lait apportent très peu de magnésium et sont à consommer pour la gourmandise.

La banane : le fruit le plus riche en magnésium

La banane est le fruit le plus riche en magnésium, renfermant environ 28 mg pour 100 grammes, soit environ 45 milligrammes pour un fruit. La banane séchée est encore plus riche en magnésium que la banane fraîche, ce qui en fait par exemple une collation idéale anti-fatigue.

Les pois chiches riches en magnésium et en protéines

Outre les légumineuses réduites en farine, elles sont tout aussi excellentes pour la santé à déguster sous leur forme naturelle. "Comptez environ 44 mg de magnésium au 100 g pour les pois chiches cuits et 31 mg au 100 g pour les lentilles cuites. Les légumineuses sont sources de protéines végétales, de fibres et de fer. Elles présentent donc un intérêt d'un point de vue nutritionnel", argue Florence Foucaut.

Le germe de blé : 1 à 2 cuillères à soupe suffisent

Le germe de blé est également très riche en magnésium : il renferme environ 250 mg au 100 grammes. En pratique, on en consomme entre une cuillère et deux cuillères à soupe, ce qui fait environ 35 mg de magnésium. On peut par exemple le saupoudrer dans un yaourt, une salade composée ou une salade de fruit. Mieux vaut l'acheter sec en épicerie bio.

Les pignons de pin à saupoudrer pour éviter les carences

Les graines sont de bonnes sources de magnésium. Les pignons de pin renferment environ 250 mg au 100 g, soit 31 mg pour 15g, l'équivalent de 3 cuillères à café (la portion recommandée par jour).

La farine : plus elle est complète, mieux c'est

"Plus nous avons une farine à T élevée, plus elle est riche en minéraux, contrairement à la farine blanche, qui en est presque totalement dépourvue. Une farine complète T110 par exemple renferme 73 mg au 100 g", explique notre interlocutrice. Pensez aussi à la farine de légumineuses, rappelle notre experte, comme la farine de pois chiches ou de lentilles, qui contiennent 66 mg au 100 g, et qui ont l'avantage d'être sans gluten.



Bruxisme : symptômes, gouttières, *quelle solution miracle ?*

BIEN-ÊTRE

Le bruxisme dentaire désigne le fait de grincer les dents principalement pendant la nuit (bruxisme nocturne). Quels sont les symptômes typiques ? Les causes ? Quelles solutions (gouttière, naturelles) ?

Le bruxisme désigne le fait de grincer les dents principalement pendant la nuit et plus rarement pendant le jour. Les mâchoires sont crispées et serrées, ce qui peut altérer l'émail des dents et provoquer tout un tas de symptômes et de complications (douleurs aux vertèbres, blocage de la mâchoires, maux de tête, perte de dents...). Les personnes qui ont tendance à grincer des dents le font souvent pendant leur sommeil et peuvent, pendant longtemps, ne pas savoir qu'elles sont atteintes de bruxisme. Quels sont les symptômes typiques d'un bruxisme ? Les causes ? Quelle est la solution miracle ? Des gouttières anti bruxisme ? Des solutions naturelles ?

Quelle est la définition d'un bruxisme dentaire ?

Le bruxisme est un trouble qui se caractérise par la contraction musculaire involontaire des mâchoires, ce qui provoque un serrement, un grincement et un frottement des dents, en dehors d'une situation où elles sont normalement en contact comme la déglutition ou la mastication. Il est généralement temporaire, mais s'il se prolonge, il nécessite une prise en charge thérapeutique afin d'éviter certaines complications. Le bruxisme survient généralement la nuit (bruxisme du sommeil ou bruxisme nocturne), mais il peut aussi être observé pendant la journée (bruxisme éveillé ou bruxisme diurne). "Il existe plusieurs types de bruxisme et cela peut avoir des répercussions sur l'usure prématurée des dents et sur les articulations temporo-mandibulaires".

► Le bruxisme dit "de serrage" : il s'agit d'une contraction anormale des mâchoires qui s'accentue généralement la nuit. La pression est "verticale".

► Le bruxisme dit "d'affûtage" :
les dents grincent de manière latérale

► Le bruxisme dit "de tapotement" :
la personne "claque des dents"



Quels sont les symptômes d'un bruxisme ?

En cas de bruxisme, la personne serre ou grince ses dents, généralement pendant la nuit (on l'appelle le bruxisme nocturne). Une personne atteinte d'un bruxisme ressent généralement des symptômes au réveil :

Des douleurs dans les dents ou la mâchoire
Des douleurs qui irradient au niveau du visage ou des tempes
Des maux de tête
Une sensibilité au niveau des dents
Une sensibilité quand on mange/boit chaud ou froid
La personne qui dort avec la personne atteinte de bruxisme (ou les parents d'un enfant) peut être alertée par le bruit que fait le serrage ou le tapotage des dents.

Quels sont les risques et conséquences d'un bruxisme ?
Si le bruxisme a pour fonction, durant l'enfance, de déloger les dents de lait, il est censé disparaître à l'âge adulte car il peut causer des complications :

Une dégradation de l'émail des dents. "Les gens qui font du bruxisme usent leurs dents (les dents sont comme "limées") et diminuent ce qu'on appelle la dimension verticale de la face", précise notre interlocuteur.
Des douleurs vertébrales,
Des blocages de la mâchoire
Des douleurs et un craquement des mâchoires
Une fatigue musculaire au niveau des joues
Une perte de dent
Quelle est la cause d'un bruxisme ? Pourquoi grince-t-on des dents ?
Le bruxisme ou le fait de grincer des dents peut être causé par :
Un stress psychologique ou une anxiété
Un mauvais alignement des mâchoires (dents mal-alignées ou manquantes)
Le fait de dormir sur le dos
Les périodes d'éveil pendant la phase de sommeil léger (expression plus importante du trouble)

Qui consulter en cas de bruxisme ?

Le dentiste diagnostique en général le bruxisme d'après l'usure de l'email des dents ou suite à la plainte de la personne ou de son entourage. Ensuite, une prise en charge par un ORL, un stomatologue, un médecin du sommeil peut être proposée.

Quel est le traitement pour soigner un bruxisme ?

Le bruxisme nocturne n'est pas toujours identifié par le patient, ce qui peut retarder son diagnostic et sa prise en charge qui repose sur (solution à envisager au cas par cas) :

► La prescription de médicaments comme des myorelaxants et d'anxiolytiques
► La pose d'une gouttière de bruxisme dite "de désocclusion" pour protéger contre l'usure dentaire qui se porte généralement la nuit. "Il s'agit d'une gouttière en acrylique qui est faite sur les empreintes dentaires du patient et qui dispose d'un plan occlusal, autrement dit d'une petite réhausse sur toute la surface occlusale (face des dents qui viennent en contact avec les dents correspondantes de l'autre maxillaire), ce qui permet à la maxillaire inférieure d'être surélevée, libre et de ne pas être bloquée sur les dents du haut" explique notre interlocuteur.
► La pose d'une prothèse partielle en cas d'usure des dents avancée et invalidante
► La pose d'un vernis et d'un gel fluoré sur les dents pour atténuer la sensibilité dentaire au réveil occasionnée par l'usure de l'émail.
► L'injection de toxine botulique au niveau des mâchoires ou même l'opération chirurgicale en fonction des cas.

Gouttière anti bruxisme : haut ou bas, durée, quel prix ?

Le bruxisme est le fait de grincer ou de serrer les dents involontairement, surtout la nuit. Il existe des gouttières dites "occlusales" pour atténuer l'usure des dents et soulager les articulations. Comment en avoir ? Combien de temps la porter ? La nuit ? En haut, en bas ? Quel prix ? Découverte avec le Dr Gérard Motto, orthodontiste.

Quelles sont les solutions naturelles contre le bruxisme ?

► La pratique de techniques de relaxation comme l'hypnose ou la sophrologie sont proposées si le bruxisme est associé à un trouble anxieux.

► Certaines huiles essentielles comme la Gaulthérie couchée, le Romarin à camphre, le Basilic tropical, la Mandarine ou le petit grain bigaradier appliquées localement, sous forme d'un massage circulaire des deux côtés au niveau du muscle masséter permettent de détendre l'articulation des mâchoires.
► D'autres techniques comme l'ostéopathie ou la rééducation maxillo-faciale par un kinésithérapeute

HORAIRES DES PRIÈRES

	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
ANNABA	05:54	12:24	14:56	17:14	18:44
CONSTANTINE	05:58	12:29	15:02	17:20	18:49
ALGER	06:12	12:43	15:17	17:35	19:04
OUARGLA	05:57	12:34	15:18	17:36	19:01
CHLEF	06:19	12:50	15:23	17:41	19:11
MOSTAGANEM	06:23	12:55	15:29	17:47	19:16
ORAN	06:26	12:58	15:33	17:51	19:19

LE JEUNE
INDÉPENDANT

N° 8367 — LUNDI 15 DÉCEMBRE 2025

www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

Meteo

	Maximales	Minimales
Alger	20°	13°
Oran	17°	9°
Constantine	16°	7°
Ouargla	19°	12°

ACCOMPAGNEMENT DES RETRAITÉS À DOMICILE

Un service public aux valeurs humaines

La Caisse nationale des retraites (CNR) a lancé, à partir d'hier, la quatrième édition de la semaine de l'aide sociale à domicile, placée sous le slogan : «L'assistance sociale à domicile : un service public aux valeurs humaines», pour mettre en lumière les services sociaux qu'elle offre aux retraités et à leurs ayants droit à travers le dispositif d'aide sociale à domicile, a indiqué un communiqué de la Caisse.

Cet événement, qui se poursuivra jusqu'au 20 décembre, vise à faire connaître et promouvoir les dispositifs d'aide destinés aux retraités et à leurs ayants droit, en particulier les personnes âgées, invalides ou handicapées, afin de garantir une prise en charge humaine et adaptée à leurs besoins, a indiqué hier un communiqué de l'établissement.

Selon la CNR, le service d'assistance sociale à domicile a permis, au cours de l'année 2025, de visiter plus de 29 000 retraités et ayants droit. Les équipes les ont accompagnés dans l'accomplissement de leurs démarches administratives pour l'obtention de dispositifs médicaux et équipements adaptés, tels que les aides à la marche, les fauteuils roulants ou les appareils auditifs, sans nécessiter de déplacements multiples entre les différentes administrations. Dans le cadre de la modernisation des services publics, la CNR propose désormais ce service à distance, via l'application mobile Taqaoudi et l'espace retraite. Les retraités peuvent ainsi demander leurs équipements et prendre rendez-vous pour une visite d'un assistant social directement depuis leur domicile. Les visites sont assurées par des assistants sociaux qualifiés, présents dans toutes les agences locales. Ils sélectionnent les bénéficiaires en se basant sur la carte nationale des retraités enregistrés auprès de la Sécurité sociale, selon des critères précis et objectifs. Pour la CNR, ce dispositif traduit la volonté de l'Etat de renforcer la dimension sociale et de promouvoir la justice sociale. Il vise à assurer une prise en charge complète des retraités, notamment les plus vulnérables, en garantissant leurs droits et leur accès aux services et prestations dans des conditions optimales.

Lynda Louifi



Une prise en charge humaine.

BLIDA

La CNR au contact des retraités

LA CAISSE nationale des retraités (CNR) a lancé, hier, une campagne de sensibilisation dédiée au rôle de l'assistante sociale à domicile. Une initiative visant à mieux faire connaître ce service essentiel auprès des retraités et de leurs familles.

Organisée au niveau de l'agence locale de la CNR, cette semaine de sensibilisation s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'organisme pour améliorer la prise en charge sociale des personnes âgées, en particulier celles en situation de vulnérabilité. Des journées portes ouvertes, des rencontres directes avec le public ainsi que des séances d'information ont été programmées afin d'expliquer les missions de l'assistante sociale intervenant à domicile.

Selon Hafid Adrar, directeur de la CNR de Blida, «cette initiative répond à un besoin réel sur le terrain. De nombreux retraités ignorent encore l'existence de ce service ou ne connaissent pas les démarches à suivre pour en bénéficier. L'objectif est donc de rapprocher l'administration du citoyen et de garantir un accompagnement social adapté aux réalités des personnes âgées».

«L'assistante sociale à domicile joue un rôle clé dans l'amélioration de la qualité de vie des retraités. Elle intervient notamment pour évaluer la situation sociale et familiale des bénéficiaires, les orienter vers les dispositifs d'aide existants et les accompagner dans leurs démarches administratives. Son action contribue également à rompre l'isolement social, un phénomène de plus en plus présent chez les personnes âgées vivant seules», a-t-il ajouté. Tout au long de la semaine, des professionnels du secteur social animeront des échanges avec les visiteurs, répondant à leurs questions et fournissant des explications pratiques sur les conditions d'accès à ce service. Des supports d'information vont également être distribués afin de vulgariser les missions de l'assistante sociale et de sensibiliser les familles à l'importance de ce soutien à domicile. Les retraités rencontrés lors de cette première journée ont salué cette initiative, estimant qu'elle permet de mieux comprendre leurs droits et les aides mises à leur disposition. «C'est rassurant de savoir qu'il existe un accompagnement social pour nous aider à rester chez nous dans de bonnes conditions», a confié un retraité présent.

A travers cette semaine de sensibilisation, la CNR de Blida réaffirme son engagement en faveur de la protection sociale des retraités et de la promotion d'une prise en charge humaine et de proximité. Une démarche qui, selon les organisateurs, sera appelée à être renforcée et élargie à d'autres actions de communication au profit des assurés sociaux.

Il convient de noter que durant l'exercice financier 2024/2025, le service d'assistance sociale à domicile a rendu visite à plus de 31 000 retraités et ayants droit, les aidant dans leurs démarches administratives pour l'obtention de divers équipements et fournitures médicales, tels que des aides à la marche, des fauteuils roulants, des appareils auditifs, sans qu'ils aient à se déplacer entre différents services.

T. Bouhamidi

ORAN

Plus de 18 kg de cocaïne saisis

PLUS de 18 kg de cocaïne ont été saisis hier à Oran par la brigade mobile d'inspection des services douaniers, en coordination avec une unité de l'Armée nationale populaire. L'opération a également permis de confisquer des fonds, plusieurs véhicules et d'interpeller cinq personnes, renforçant ainsi les efforts de l'État pour lutter contre le trafic de drogue et garantir la sécurité des citoyens.

Au total, 18,074 kg de cocaïne et 3,380 kg de kif traité ont été saisis, tandis que 2 228 000 dinars en espèces ont été récupérés. L'intervention visait à démanteler un réseau de trafiquants opérant dans la région. Parmi les biens saisis figurent également quatre voitures particulières et une moto. Les cinq individus interpellés ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Flaoussen. Cette opération illustre l'efficacité de la coordination entre les différents services de l'État dans la lutte contre le trafic illicite de stupéfiants et témoigne de l'engagement constant des autorités pour protéger les citoyens et maintenir la vigilance face aux réseaux criminels menaçant la stabilité du pays.

Brahim Mazi

DESTINÉS AUX ÉLÈVES EN CLASSES D'EXAMEN

Des cours de soutien durant les vacances d'hiver

LE MINISTÈRE de l'Éducation nationale a ordonné l'ouverture des collèges et des lycées durant la première semaine des vacances d'hiver, afin de permettre aux élèves souhaitant bénéficier de séances de soutien pédagogique, organisées sous forme de cours encadrés, d'études surveillées et de révisions en groupes.

Dans une instruction adressée à ses services de wilaya, portant le numéro 295, le ministère a précisé que cette mesure concerne l'ouverture des collèges et lycées pour l'organisation des séances de soutien pédagogique durant les vacances d'hiver, au titre de l'année scolaire 2025-2026. Le document insiste sur la nécessité pour chaque établissement éducatif d'élaborer un emploi du temps spécifique aux opérations de soutien, conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Il convient de souligner que les inspecteurs sont tenus de s'assurer que le travail collectif est réellement effectué dans les établissements scolaires. Les inspecteurs sont également tenus de veiller à pallier tout retard dans l'application des programmes, à la faveur de l'élaboration d'un plan de rattrapage après concertation avec les enseignants, les directeurs des établissements et les parents d'élèves.

Les horaires alloués aux cours de soutien seront établis par les directeurs des établissements scolaires à travers un calendrier bien précis.

A l'instar des années précédentes, cette année encore, les enseignants n'ayant pas assuré ces cours seront mis en garde et risquent de faire l'objet de sanctions pouvant aller jusqu'à la retenue sur salaire, en plus de les priver de la prime de rendement qu'ils reçoivent.

Les chefs d'établissement scolaire sont tenus d'informer les parents en organisant une réunion de sensibilisation au profit des associations des parents d'élèves, et ce, en adressant une lettre écrite à chaque parent pour l'informer de l'importance de l'accompagnement pédagogique, de ses objectifs, de la manière de l'organiser et du bénéfice qui en découle dans la préparation aux examens officiels.

Le ministère a également souligné la nécessité d'accorder toute l'attention requise à cette initiative, de veiller à la mise en place des conditions organisationnelles et pédagogiques nécessaires à sa réussite, et d'atteindre les objectifs escomptés. Il a, en outre, exigé l'envoi d'un bilan statistique sur l'organisation de ces séances immédiatement après la fin de l'opération, au plus tard le mardi 30 décembre.

Lynda Louifi